

LA VERITE

Revue de l'Organisation Communiste Internationaliste
et du Comité International pour la Reconstruction
de la IV^e Internationale

Rédaction et Administration :

39, rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)

Avril-Mai 1968

N^o 541 — 3 F.

LE MANIFESTE

DE

L'ORGANISATION

COMMUNISTE

INTERNATIONALISTE

LE MANIFESTE
DE
L'ORGANISATION
COMMUNISTE
INTERNATIONALISTE

(Général Bloch)

« Le prolétariat n'a pas d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. Divisé par la concurrence anarchique qui règne dans le monde bourgeois, accablé sous un labeur servile par le capital, rejeté constamment dans les bas-fonds de la misère noire, d'une inculture sauvage et de la dégénérescence, le prolétariat peut devenir — et deviendra inévitablement — une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique fondée sur les principes du marxisme est cimentée par l'unité matérielle d'une organisation qui groupe des millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. »

LENINE.

Difusión deferencia de Edicions Internacionals Sedov. Para descargar el resto de documentos de esta serie, enlace desde imagen del logotipo:

Edicions internacionals Sedov

Instituto en defensa
del marxismo



Germinal

Le groupe trotskyste qui édite *La Vérité*, organe fondée en 1929 par Léon Trotsky, a décidé de se constituer en « Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la Quatrième Internationale) ».

Que sont et que veulent les trotskystes ?

Quels sont leurs objectifs, leur programme et leurs méthodes ?

LA REVOLUTION MONDIALE OU L'ANÉANTISSEMENT

A aucune autre époque de l'histoire, la société humaine n'a présenté de contrastes aussi aigus, de contradictions aussi insoutenables qu'aujourd'hui.

Il n'est pas de domaine de la science et de la technique où, depuis un siècle et plus, la masse des connaissances et des pouvoirs de l'homme ne double tous les dix ans, et davantage... De l'astrophysique à la biologie moléculaire, de la médecine à l'archéologie préhistorique, de la géologie à la chirurgie, de la pharmacie à l'industrie du bâtiment, de l'électronique aux textiles artificiels, de l'agronomie et de l'industrie alimentaire à la chimie des plastiques et aux moteurs à réaction, il arrache à la nature, l'un après l'autre, ses secrets ; il découvre ses lois pour mieux la gouverner. Il transmet sa pensée, d'un bout de la planète à l'autre, à raison d'un million de mots par minute. Il envoie ses ordres à cent millions de kilomètres de la terre, à des vaisseaux cosmiques faits de sa main. Demain il s'élancera dans l'espace, vers les planètes, après-demain vers les étoiles ; son œil, armé du radio-télescope, du télescope électronique et de l'analyse mathématique, plonge dans l'espace à cent milliards de milliards de kilomètres, dans le temps à dix milliards d'années dans le passé ; armé du microscope électronique et de la théorie de l'information, il fouille les arcanes de la matière vivante, il déchiffre le message de l'hérédité, tel que des milliards d'années d'évolution l'ont élaboré : bientôt il ne se contentera plus de le lire, il y inscrira sa loi ; non content de transformer radicalement le milieu où il vit, il pourra transformer son être biologique, le remodeler à son gré, abolir les derniers grands maux naturels dont il souffre, faire reculer la mort elle-même.

L'homme a dévoré les fruits de l'arbre de la science, et il en est devenu incomparablement plus puissant qu'aucun des dieux que, terrifié

de ses propres pouvoirs, il a imaginés. Les esclaves mécaniques qu'a créés son génie sont là, prêts à le libérer, à tout jamais, de la dure nécessité de « gagner son pain à la sueur de son front », le travail forcé cédant la place à la libre activité créatrice ; les mille sources de l'abondance ne demandent qu'à jaillir de toute part, à satisfaire sans limites les besoins des quatre milliards d'hommes que porte la planète, et, s'il le fallait, de dix fois davantage.

Mais quatre hommes sur cinq, citoyens des pays dits arriérés, n'accèdent jamais, leur vie durant, au minimum vital biologique des 2.000 calories par jour ; la faim incessante qui les mine les condamne à ne vivre qu'une vie étriquée et raccourcie. Les conférences d'experts succèdent aux conférences d'experts, et ne peuvent que constater que chaque année, inexorablement, l'Inde, l'Algérie ou le Brésil produisent, par tête d'habitant, un peu moins d'aliments ; une famine généralisée menace de s'abattre, bien avant la fin du vingtième siècle, sur les deux tiers du globe. Cependant, en Amérique du Nord et en Europe occidentale, la productivité de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche a bien plus que doublé depuis vingt ans ; et les gouvernements ne savent que faire pour réduire la production, condamner légumes, fruits et céréales à pourrir, remettre en friche les terres labourées.

Mais, dans les pays dits avancés, tandis qu'une infime minorité vit dans le luxe insolent et la dissolution de la « dolce vita », le bénéfice des miracles de la technique est pratiquement réservé aux militaires. La grande masse de la population travailleuse passe chaque jour plusieurs heures dans des transports en commun vêtustes et surchargés, se hâtant vers l'usine ou le bureau, où l'attend un travail au rythme toujours plus intense, pour un salaire toujours plus précaire ; pour échapper à l'angoisse du champignon thermonucléaire, du chômage menaçant, des traites à payer pour un médiocre confort, d'une existence toujours plus déshumanisée la société capitaliste, qui empoisonne chaque jour un peu plus jusqu'à son air et jusqu'à son eau, lui offre, en guise d'évasion, à l'instar de l'empire romain décadent, les jeux du cirque d'une « grande presse », d'une radio et d'une télévision domestiquées, à l'érotisme frelaté, à la sottise et à la vulgarité provocantes, à l'obscurantisme délibéré ; rien n'est épargné pour la persuader de son impuissance, pour la détourner de prendre son sort entre ses mains, de s'engager dans la lutte libératrice.

Il y a vingt ans déjà, le fondateur de la cybernétique démontrait qu'avec les moyens techniques existant, la chaîne de production pouvait, « en moins de cinq ans, être remplacée par un système automatique dans toute la grande industrie ». Le capital financier a freiné désespérément ce progrès. Mais « le bouleversement continu de la production, l'ébranlement ininterrompu de toutes les conditions sociales, l'insécurité et l'agitation distinguant l'époque bourgeoise de toutes les époques antérieures », les lois inéluctables de la concurrence sur le marché mondial obligent aujourd'hui les maîtres capitalistes de l'économie à introduire l'automatisation sur une échelle rapidement croissante. Cette métamorphose explosive de la technique permettrait immédiatement de réduire de façon massive les horaires de travail tout en améliorant de façon décisive les conditions d'existence des travailleurs. Or, dans le cadre du régime du profit, « le perfectionnement incessant, et toujours plus rapide, du machinisme rend toute la condition de l'ouvrier de plus en plus précaire ». Car le régime capitaliste ne connaît que les besoins solvables ; car il ne fonctionne pas pour satisfaire les besoins de l'immense majorité, mais pour accroître les profits de l'infime minorité de possédants. C'est pourquoi l'automatisation menace de plonger les pays hautement industrialisés dans une crise sociale

sans précédent, dont la déqualification et le chômage massif sont les signes les plus apparents. Elle voue dès maintenant la jeunesse et, avec elle, toute la classe ouvrière à la déchéance professionnelle et à l'inculture.

Déjà, en France, la bourgeoisie, pour essayer de résister à la concurrence sur le marché mondial, entreprend de faire payer aux travailleurs la rationalisation de son appareil de production ; elle les menace dans leur santé et dans leur vie même, dans leur droit aux soins et aux médicaments. Déjà, au paradis du capital, aux Etats-Unis, le quart de la population, hommes, femmes et enfants, citoyens de « l'autre Amérique », sont définitivement rejetés de la « société de l'abondance » ; ils n'y trouveront jamais plus leur place ; ils mènent une vie précaire, n'ayant, pour subsister, que les allocations que leur verse l'Etat capitaliste, qui redoute leur révolte. « Pour pouvoir opprimer une classe », écrivaient Marx et Engels il y a cent vingt ans, « il faut lui assurer des conditions dans le cadre desquelles elle puisse tout au moins trouver son existence d'esclave... La bourgeoisie est incapable de dominer, parce qu'elle est incapable d'assurer à son esclave l'existence même dans le cadre de son esclavage ; parce qu'elle est forcée de le laisser descendre à une condition dans laquelle elle doit le nourrir au lieu d'être nourrie par lui. La société ne peut plus vivre sous la bourgeoisie, en d'autres termes, l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec la société ». Cette prédiction se réalise en ce moment sous nos yeux sur une échelle gigantesque. C'est seulement par un accroissement démesuré de l'industrie des armements — des forces destructives — que la bourgeoisie parvient à empêcher les forces productives de faire exploser le carcan de la propriété privée des moyens de production et d'échange et des frontières de l'Etat national, qui en paralyse la croissance. Près de mille milliards de francs lourds sont engloutis, chaque année, pour la production de guerre — mille fois plus que n'en absorbe la lutte contre le cancer. La quasi-totalité de la recherche scientifique y est consacrée. La guerre d'extermination que mène l'impérialisme américain au Vietnam indique à l'humanité tout entière l'avenir qui l'attend. « Nous les ramènerons à l'âge de pierre », s'écriait un général américain. Des chambres à gaz d'Hitler aux massacres du Vietnam, le capital reste fidèle à lui-même. Il n'a pas désormais d'autre perspective à offrir à ses esclaves que la déchéance ou la mort — la déchéance d'abord, la mort ensuite. Dans les arsenaux de la guerre thermonucléaire, il y a bien plus de cent fois de quoi anéantir toute vie sur la planète. « Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique », écrivait Léon Trotsky en 1938 dans le programme de la Quatrième Internationale, « la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans la catastrophe. » Cette catastrophe se profile aujourd'hui à l'horizon. Le cauchemar d'une planète tout entière réduite à n'être qu'un désert radioactif, sur lequel flotteront, au gré des vents, les cendres de quatre milliards d'années d'évolution de la vie, de deux millions d'années de progrès du genre humain, d'un siècle et demi de luttes émancipatrices des masses opprimées et exploitées, hante désormais sans répit la conscience de l'humanité.

Cependant, l'armée de la révolution socialiste — les masses exploitées et opprimées — ne cessent pas de livrer bataille, en un point ou l'autre de la surface du globe, au capital et à ses agents. Sur un tiers de la planète, elles ont abattu le capitalisme. En France même, au cours de la dernière période historique, les ouvriers, par trois fois, en 1936, en 1944, en 1953, se sont mobilisés classe contre classe et ont engagé la lutte pour le pouvoir. En 1963 encore, les mineurs ont tenté d'entraîner la classe ouvrière tout entière dans l'action unie et générale, dont les

travailleurs ne cessent, à chaque nouvelle occasion, de rechercher la voie. Aux Etats-Unis, les insurrections noires, qui, en bien des cas, entraînent dans leurs rangs des travailleurs appartenant à d'autres minorités et même des blancs, ne sont que les combats d'avant-garde d'une gigantesque guerre de classe. Au Vietnam, l'héroïsme révolutionnaire des ouvriers et des paysans oblige Wall Street à investir des forces toujours nouvelles, faisant mûrir aux Etats-Unis une crise sociale et politique. En Chine, les travailleurs, avec la jeunesse rassemblée dans les gardes rouges, se mobilisent en masse contre la menace d'une restauration capitaliste.

Il ne manque à ces masses innombrables, pour vaincre, que les armes dont ont disposé, il y a cinquante ans, les ouvriers et les paysans russes : un programme et un parti.

DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE A LA POLITIQUE DE « COEXISTENCE PACIFIQUE »

Il y a cinquante ans, les ouvriers russes, sous la direction des bolchéviks, prenaient le pouvoir et donnaient au monde un exemple, unique jusqu'à ce jour : celui d'un parti qui, accédant au pouvoir, restait fidèle à son programme et continuait à parler aux masses le langage de la vérité. La nationalisation du sol et de l'industrie, le monopole du commerce extérieur jetaient les bases d'une économie planifiée ; la société tout entière se reconstruisait en fonction des intérêts des ouvriers et des paysans. Le pouvoir des Conseils ouvriers, des Soviets, manifestait toute la puissance et toute l'efficacité, toute la souplesse d'une authentique démocratie socialiste.

En rompant la chaîne de l'impérialisme en son maillon le plus faible, la révolution d'Octobre ne faisait que forger le premier chaînon de la révolution mondiale. La fondation de la III^e Internationale, parti communiste mondial, n'avait pas d'autre sens. Le pouvoir des Soviets, c'était la révolution mondiale remportant une victoire partielle sur un sixième du globe.

Car le « socialisme dans un seul pays » n'est qu'une utopie réactionnaire, radicalement étrangère aux conceptions de Marx et de Lénine. Le socialisme n'est pas un idéal moral ; c'est un régime social fondé sur un mode de production qui, permettant aux forces productives de dépasser le plus haut niveau jamais atteint par le capitalisme, assurera aux hommes, dans tous les domaines, la pleine satisfaction de tous leurs besoins. La société socialiste, société sans classes, ne peut exister que dans l'abondance ; elle ne peut être réalisée que par la coopération, dans le cadre d'un plan unique, des forces productives des pays les plus avancés. « Une action combinée, tout au moins des pays civilisés, est une des premières conditions de l'émancipation du prolétariat », écrivait déjà le « Manifeste communiste ». C'est pourquoi les échecs subis par la révolution européenne, de 1919 à 1923, le maintien du capitalisme, même chancelant et déchiré de contradictions, dans le reste du monde, ne pouvaient qu'entraîner en U.R.S.S. la dégénérescence qui a trouvé son expression politique dans le stalinisme.

Dans la misère générale que connaissait un pays retardataire, à l'économie minée par quatre ans de guerre impérialiste et trois ans de guerre civile, une minorité privilégiée s'est alors reconstituée. Responsables du parti, de l'Etat ou de l'économie, secrétaires, directeurs d'usine ou présidents des kolkhozes, les bureaucrates s'assurent la part du lion des produits de l'économie planifiée fondée par la révolution d'Octobre. Cependant, contrairement à ce qui est le cas pour les capitalistes, les moyens de production ne leur appartiennent pas. Ils ne tirent pas leurs privilèges des rapports de production ou de leur expression juridique, les rapports de propriété, mais de leurs fonctions dirigeantes, de leur situation politique. C'est pourquoi la bureaucratie n'est pas une nouvelle classe privilégiée, représentant une nouvelle forme de société, un nouveau mode de production ; c'est une excroissance parasitaire, un cancer dont l'Etat ouvrier russe est atteint. Elle y a usurpé le pouvoir politique ; mais les ouvriers, stimulés par les combats livrés par le prolétariat mondial, dont ils sont partie intégrante, ne lui ont pas permis de s'engager dans la voie de la restauration capitaliste, de détruire les rapports sociaux créés par la révolution d'Octobre.

En dépit du carcan bureaucratique, l'économie planifiée, fondée sur la nationalisation de l'industrie et de la terre, a démontré, en U.R.S.S., son immense supériorité sur le capitalisme, non plus seulement dans les pages du « Capital », mais dans le langage de l'acier et de l'électronique ; d'un des pays les plus arriérés, elle a fait la deuxième puissance industrielle du monde. Cependant la productivité du travail y reste deux ou trois fois inférieure à celle atteinte dans les pays les plus avancés. Et le capitalisme a fait du marché mondial une unité organique ; il a créé, au sein des forces productives de l'humanité, une interdépendance inextricable. C'est pourquoi les progrès mêmes de l'industrie de l'U.R.S.S. n'ont fait qu'accroître sa dépendance vis-à-vis du marché mondial. La recherche scientifique, l'industrie, l'économie tout entière, est dominée en U.R.S.S., comme en Europe orientale et en Chine, par la course aux armements avec l'impérialisme, que symbolise le nouvel accroissement du budget militaire récemment décidé par le C.C. du P.C.U.S. La croissance même des forces productives des pays où le capitalisme a été aboli pousse à leur intégration dans la division internationale du travail, à l'adaptation et à la subordination de l'économie planifiée aux lois de la concurrence sur le marché capitaliste mondial.

Cependant, les privilèges des bureaucrates sont incompatibles avec la démocratie ouvrière ; comme l'a montré la révolution hongroise de 1956, le premier acte des ouvriers et des paysans au pouvoir est d'abolir les privilèges ; tout comme le premier acte de la contre-révolution stalinienne avait été de substituer à la démocratie ouvrière une étouffante dictature policière.

Mais avec la diversification, la complexité croissante de l'économie de l'U.R.S.S., la gestion par en haut, la concentration de toutes les décisions entre les mains d'une oligarchie restreinte deviennent de plus en plus impraticables. Les nécessités immédiates de l'économie exigent la restauration du contrôle ouvrier sur l'élaboration et l'exécution du plan à tous les échelons, restauration inconcevable, sans un rétablissement de la démocratie politique, qui implique une réorganisation de l'économie en fonction, non plus des exigences des privilégiés, mais des besoins des larges masses ouvrières et paysannes, et l'abolition des privilèges.

BUREAUCRATIE ET RÉVOLUTION POLITIQUE

Or, aucun groupe privilégié de l'histoire n'a jamais renoncé de bon gré à ses privilèges. C'est pourquoi l'U.R.S.S. est engagée dans des contradictions croissantes, dont la seule issue, comme l'a montré la révolution hongroise de 1956, est le renversement révolutionnaire du régime bureaucratique par les masses ouvrières et paysannes, la restauration de la démocratie ouvrière des Conseils, qui rétablira le contrôle ouvrier sur la production et réorientera le plan de production vers la satisfaction des besoins des masses travailleuses.

Cette révolution n'aura pas, comme ce sera le cas dans les pays capitalistes, à changer le régime de propriété, à bouleverser les rapports sociaux : rapports entre ouvriers et patrons, rapports des entreprises entre elles, des trusts et des cartels entre eux, en quoi l'anarchie du capital financier fragmente l'économie. La tâche qui consiste à leur substituer, sur la base de la nationalisation des moyens de production, de nouveaux rapports consciemment élaborés dans le cadre d'un plan, à l'échelle de millions et de millions d'hommes, a déjà été accomplie par la révolution d'Octobre et ses prolongements. La révolution à venir aura seulement — seulement ! — à briser le monopole politique de la bureaucratie, source de ses privilèges, à libérer les rapports sociaux créés par la révolution d'Octobre de cette bureaucratie parasitaire qui les gangrène. C'est pourquoi le régime bureaucratique est encore bien plus fragile que le régime capitaliste. Même la petite Hongrie des Conseils Ouvriers était pour lui une menace mortelle. C'est pourquoi la conquête du pouvoir par les ouvriers dans n'importe quel pays capitaliste avancé, l'instauration d'une démocratie socialiste sur une base économique élevée serait inévitablement le signal de sa perte.

Et c'est pourquoi l'essence de la politique extérieure du Kiemlin est d'empêcher à tout prix toute nouvelle révolution, de maintenir en place le capitalisme là où il existe, de contribuer de toutes ses forces à le replâtrer ou à le restaurer lorsqu'il chancelle sous l'effet de ses propres contradictions et sous les coups que lui portent les masses. Telle est, en substance, la politique de « coexistence pacifique », la politique des partis staliniens dans le monde entier. Né d'un équilibre momentané entre les forces de classes hostiles, la bureaucratie aspire à maintenir cet équilibre, ce statu quo.

Comme théorie, la « coexistence pacifique » est inconsistante. La guerre n'est pas le fait de la méchanceté ou de la stupidité de certains « milieux capitalistes », ou de leur férocité particulière. Les capitalistes préfèrent généralement la paix à la guerre, ils préfèrent jouir en paix des fruits de l'exploitation des travailleurs. Ils savent fort bien qu'une nouvelle guerre mondiale se terminerait en catastrophe pour leur propre régime, pour eux-mêmes, et pour l'humanité tout entière. Hitler lui-même ne tenait pas un autre langage. Il exigeait seulement que ses rivaux laissent à l'impérialisme allemand « l'espace vital » nécessaire à l'exportation de ses marchandises et de ses capitaux, et, à cette condition, garantissait une paix durable.

Johnson ne raisonne pas autrement. Que des débouchés s'ouvrent en suffisance pour l'énorme excédent de marchandises et de capitaux que produit le capitalisme américain, et il n'y aura pas de plus chaud partisan de la paix ! Il ira même jusqu'à limiter les armements si, au nom du « contrôle » des armements nucléaires, les frontières de l'U.R.S.S. s'ouvraient à un contrôle capitaliste sur l'économie planifiée. Car

le marché capitaliste est déjà bien trop étroit pour que le surplus de marchandises puisse s'y vendre et le surplus de capitaux s'y investir. Que se rouvrent donc aux marchandises et aux capitaux de l'impérialisme les vastes territoires de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine qui leur sont fermés ! A ce prix, et à ce prix seulement, un accord durable serait possible.

Cependant, en U.R.S.S. et en Europe orientale, la bureaucratie, de son côté, au nom de la « rentabilité », c'est-à-dire des normes économiques capitalistes, développe l'inégalité, accroît les privilèges, encourage les tendances petites-bourgeoises pour prendre appui sur elles contre les masses ouvrières et paysannes.

Mais ouvrir les frontières aux marchandises et aux capitaux de l'impérialisme, abolir le monopole du commerce extérieur, livrer l'économie planifiée aux forces centrifuges du marché capitaliste mondial qui la disloqueraient, détruire les nouveaux rapports sociaux créés par la révolution d'Octobre et qui « vivent dans la conscience des masses », c'est tout autre chose. Certains éléments de la bureaucratie dirigeante, qui découvrent tardivement les mérites de la libre entreprise au moment même où ses tenants avérés commencent à douter d'elle, peuvent bien nourrir de telles chimères restaurationnistes : mais, pour s'engager effectivement dans cette voie, il leur faudrait affronter la masse des ouvriers, dont le nombre et la culture ne cessent de croître, qui sont, aujourd'hui, incomparablement plus forts qu'il y a cinquante ans et qui, en défendant les conquêtes d'Octobre, défendent leur existence même. Car la restauration du capitalisme en U.R.S.S. et en Europe orientale signifierait l'envoi à la ferraille de leurs usines, et la mort économique, sinon physique, de dizaines de millions de prolétaires pour lesquels le marché capitaliste n'a plus de place comme producteurs concurrents. Il ne faudrait rien de moins qu'une guerre mondiale pour cela.

Mais comment satisfaire, alors, les appétits de l'impérialisme, sinon en lui ouvrant les frontières de la Chine, supprimant du même coup ce foyer révolutionnaire menaçant pour la « civilisation » du profit qu'est, depuis vingt ans, ce pays ? C'est pourquoi la politique de « coexistence pacifique » signifie d'abord la grande alliance de Moscou et de Washington contre la révolution chinoise. En Inde, où les diverses fractions du parti stalinien soutiennent leur gouvernement, auquel Moscou ne ménage ni l'aide économique, ni l'aide militaire contre la Chine ; au Vietnam, où la politique soviétique collabore à sa manière avec l'impérialisme américain pour briser la combativité des masses et aboutir à une solution satisfaisante pour l'impérialisme, à seule fin de compléter l'encerclement de la Chine ; partout, la pointe de la politique de coexistence pacifique est dirigée contre la révolution chinoise, comme elle est dirigée, dans le monde entier, contre la classe ouvrière, comme elle signifie la collaboration pacifique entre les classes, l'abandon de la lutte contre la bourgeoisie, le règne « pacifique » du capital sur ses esclaves salariés.

DES VOIES NOUVELLES VERS LE SOCIALISME ?

La politique de coexistence pacifique conduit ainsi ses partisans à soutenir qu'il y a des « voies nouvelles » vers le socialisme, qu'on peut abattre le capitalisme sans révolution, par le bulletin de vote, par le parlement.

Voies parlementaires vers le socialisme ? Mais, en 1933, c'est avec l'appui du parlement allemand, du Reichstag, qu'Hitler a accédé au pouvoir, en toute légalité républicaine.

Mais c'est la Chambre même du Front populaire, élue en mai 1936, qui, en 1939, a donné une majorité au gouvernement Daladier-Reynaud pour abolir les libertés, dissoudre le Parti communiste français, et qui, finalement, a transmis le pouvoir à Pétain, en toute légalité républicaine.

Mais c'est l'Assemblée nationale du Front républicain élue sous le signe de la paix en Algérie qui, en mars 1956, a donné les pouvoirs spéciaux de guerre totale à Guy Mollet, avec les votes des députés socialistes et communistes ; c'est le même parlement, avec sa majorité de gauche qui, après avoir voté à l'unanimité la confiance à l'armée française et au général Salan a, en mai 1958, donné le pouvoir à De Gaulle, toujours en toute légalité républicaine.

Comment, dans ces conditions, de telles billevesées, si manifestement contredites par l'expérience, peuvent-elles être répandues à des millions d'exemplaires ? Comment peuvent-elles trouver crédit ? C'est qu'elles expriment les tendances inhérentes à de puissantes forces sociales. La société capitaliste comporte deux classes fondamentales : la classe bourgeoise, les possesseurs privés des moyens de production, les tenants du régime du profit ; et la classe ouvrière, les travailleurs salariés, qui n'ont pour vivre que la vente de leur force de travail, et qui, « dans une révolution communiste, n'ont à perdre que leurs chaînes, et ont un monde à gagner ». La classe bourgeoise, chez qui la propriété, le contrôle d'immenses richesses, un pouvoir presque sans bornes, se concentrent de plus en plus, à l'échelle mondiale, entre les mains d'une infime minorité ne peut maintenir sa domination que si elle parvient à obscurcir, à empoisonner la conscience de l'immense majorité de l'humanité. Mais, au fur et à mesure que les symptômes de la crise historique, de la décomposition de la société capitaliste deviennent plus manifestes, l'apologie directe du régime du profit devient plus difficile. En Europe, la défense pure et simple de la « libre entreprise » ne trouve plus guère de protagonistes ; aux Etats-Unis même, leur nombre tend à se réduire. Le capital financier doit recourir, pour sa défense, à l'arsenal idéologique des classes sociales intermédiaires entre les deux classes fondamentales, c'est-à-dire des classes petites-bourgeoises.

Anciennes classes moyennes, vestiges du passé, artisans, petits commerçants, paysans propriétaires de leur lopin, petits fermiers, le développement du capitalisme tend bien à les précipiter dans le prolétariat, mais il les ruine beaucoup plus vite qu'il ne les prolétarise. En outre, la politique consciente des Etats bourgeois vise depuis longtemps à leur conserver artificiellement l'existence, en ne leur laissant qu'un rôle de plus en plus parasitaire. En même temps, les nouvelles couches moyennes, aristocratie ouvrière, cadres, techniciens, administrateurs, intellectuels, spécialistes de toute sorte, ont connu un développement immense, et la bourgeoisie leur a délibérément assuré, pour les lier à ses intérêts, des privilèges pris sur la plus-value extorquée aux ouvriers.

Lorsque le prolétariat s'engage hardiment dans la lutte pour le pouvoir, ces masses petites-bourgeoises se rangent à coup sûr sous son drapeau. Livrées à elles-mêmes, leur idéologie est celle du sens commun, de la sagesse des nations, des proverbes chers à Sancho Pança

et à Nikita Khrouchtchev. N'est-il pas évident que la paix est meilleure que la guerre ? N'est-il pas évident — un homme en vaut un autre — que l'union de tous les hommes de bonne volonté peut assurer une paix durable, pourvu seulement qu'ils en persuadent, par voie de pétitions, de délégations, de télégrammes, les divers gouvernements dont, en général, la bonne volonté n'est pas moindre ? N'est-il pas évident que la violence, la révolution, la guerre civile sont mauvaises, et que des réformes graduelles, du neuf et du raisonnable, des réformes de structure anticapitalistes valent mieux ? N'est-ce pas, d'ailleurs, l'intérêt bien compris des capitalistes eux-mêmes de les réaliser ? N'est-il pas évident, au surplus, que Louis XVI, par quelques réformes faites à temps, aurait pu, tout en sauvant sa tête, épargner à la France et à l'Europe quelques regrettables convulsions révolutionnaires ?

La « sagesse » petite-bourgeoise n'est plus qu'imbécillité toute pure lorsque les contradictions sociales tendent à leur paroxysme. Sa force vient de ce qu'elle sourd, par tous les pores, d'une vie quotidienne qu'imprègne, dans chacun de ses aspects, la mentalité propre à l'économie marchande faite d'un individualisme mesquin. Les ouvriers eux-mêmes en subissent l'influence. Ils n'accèdent à la conscience de leur mission historique que dans le combat qui les mobilise comme classe contre la bourgeoisie. En dehors des périodes de lutte, le capitalisme tend à les isoler, à les atomiser, à affaiblir entre eux les liens de la solidarité ; ils n'en font pas moins, à l'usine, l'expérience quotidienne de la réalité de l'exploitation capitaliste. Mais, hors de l'usine, dans leur existence privée, le courant de la vie quotidienne petite-bourgeoise tend à les emporter eux aussi. Il les incite à s'occuper exclusivement de leurs affaires privées, il leur donne l'illusion de pouvoir se débrouiller, chacun pour soi, défendre leur petit confort, leurs droits acquis sans combattre ; il leur donne en même temps le sentiment que les problèmes de la paix et de la guerre, du capitalisme et du socialisme, sont hors de leur portée.

« Il faut cultiver notre jardin », concluait ce parangon des vertus petites-bourgeoises qu'était le Candide de Voltaire, après avoir survécu, lui et son petit noyau d'amis, aux pires tremblements de terre géologiques et sociaux. Il faut cultiver notre jardin, et laisser à d'autres, aux gouvernants, aux spécialistes de la politique, le soin de s'occuper du reste. Il faut cultiver notre jardin, et renoncer à transformer le monde, il s'en tirera bien tout seul. Tel est le dernier mot de la sagesse petite-bourgeoise. Comme s'il y avait aujourd'hui un seul jardin qui puisse échapper aux convulsions du capitalisme à l'agonie ! Seule l'assimilation du marxisme, la lutte pour la défense et la propagation du marxisme, théorie de la classe ouvrière et de sa mission historique, analyse scientifique des rapports et des tendances réels du monde actuel, permet de résister victorieusement à ce raz-de-marée de « sens commun », de « réalisme » et d'« évidences » à fleur de peau — à fleur de société bourgeoise — parce qu'elle permet d'accéder à une compréhension globale des lois de cette société.

Les théories avec lesquelles les idéologues de la petite bourgeoisie, philosophes, sociologues, psychologues, économistes, spécialistes des « sciences humaines » prétendent dépasser le matérialisme historique et faire renoncer la classe ouvrière à la lutte révolutionnaire pour la destruction de l'Etat bourgeois et pour l'édification de la démocratie prolétarienne, du pouvoir des Conseils ouvriers, ne sont pas autre chose que la quintessence, à peine masquée sous un jargon prétendument scientifique, de cette « sagesse » petite-bourgeoise.

LA FABLE DU NÉO-CAPITALISME

Le capitalisme a changé ? Il est devenu le « néo-capitalisme », il peut désormais se développer sans crises ni guerres, se transformer graduellement en socialisme ? Les Etats-Unis, jusqu'en 1940, consacraient 1 % de leur revenu national à la production d'armements ; actuellement, ce chiffre est 15 ou 20 fois plus élevé, et ne cesse de croître ; à ce prix seulement, une crise économique majeure est évitée, mais des millions de travailleurs n'en sont pas moins en chômage ; dès que la production d'armements, sans même être réduite, cesse d'augmenter, comme après la fin de la guerre de Corée, une « récession » — une crise économique — se produit. Dès que les bruits courent d'une négociation au Vietnam, la bourse de New York s'effondre. Le déséquilibre de l'économie mondiale se manifeste en même temps par le déficit de la balance américaine des paiements, la faiblesse chronique du dollar. En Europe, les investissements massifs de capitaux américains aggravent la crise latente. Le « miracle allemand », édifié sur la paralysie, au lendemain de la guerre, d'une classe ouvrière écrasée par la répression nazie et les bombardements alliés, a fait place à une dépression profonde. La politique anti-ouvrière du gouvernement travailliste ne parvient qu'à aggraver le marasme de l'économie anglaise. En France, le régime gaulliste, expression concentrée de la volonté du capital financier de faire payer aux masses ouvrières la modernisation de son appareil de production vétuste, ne réalise ses objectifs que contre les travailleurs ; l'industrie française demeure inférieure à ses rivaux sur le marché mondial. Partout, les contradictions mortelles du capitalisme, masquées un temps par la production massive d'armements, ressurgissent sur une échelle plus grande. Où est le « néo-capitalisme » ?

Où le capitalisme est-il en train de se réformer ? alors qu'au contraire ce sont les positions conquises par les travailleurs dans le passé qui sont partout menacées. Partout, pour faire face à la concurrence sur le marché mondial, le capitalisme doit accélérer sa concentration ; il doit investir pour moderniser son outillage ; pour ne pas perdre les capitaux indispensables sur ses profits, sur la plus-value, il doit les prendre sur les salaires, il doit, avec l'aide financière et politique de l'Etat bourgeois, de son Etat, réduire au chômage des millions de travailleurs, en déqualifier des millions d'autres. C'est pourquoi il mène l'attaque contre toutes les conquêtes du passé, arrachées par la classe ouvrière dans un combat plus que séculaire, contre les libertés, contre le droit de grève, contre la sécurité sociale. C'est pourquoi il ne peut tolérer que subsistent des organisations syndicales indépendantes, lieu de rassemblement des ouvriers en tant que classe ; les syndicats doivent être anéantis, ou intégrés à l'Etat du capital financier comme l'un de ses rouages, préposé à la surveillance policière des masses exploitées. Il s'attaque même aux privilèges de l'aristocratie ouvrière, des cadres, qu'il avait développés pour élargir sa base sociale. Et l'on ose prêcher des « réformes de structure anti-capitalistes », lorsque même les réformes hier compatibles avec le capitalisme ne le sont plus aujourd'hui ; lorsque la défense des conquêtes du passé elle-même n'est possible que par des méthodes révolutionnaires de combat, par la mobilisation de la classe ouvrière unie contre le patronat et son Etat !

Et l'on ose parler de « voies nouvelles, parlementaires vers le socialisme » au moment même où le parlement, là où il subsiste encore, est réduit à un rôle de plus en plus subordonné ; où l'appareil policier et répressif atteint partout une ampleur sans précédent ; où toutes les libertés

élémentaires, liberté de presse, de réunion, d'association, sont menacées ; alors que, là où, comme en Grèce, le capitalisme était menacé d'effondrement et où la classe ouvrière, paralysée par la politique conciliatrice de ses organisations, n'a pu en tirer profit pour l'abattre, le régime parlementaire a déjà cédé la place à une dictature militaire ouverte, à la terreur blanche !

Pour d'autres penseurs, c'est à peine si l'on peut encore parler d'une classe ouvrière ; il n'y a d'ailleurs plus de capitalisme exploiteur, mais bien une « société technicienne », dont « l'homme » en général est victime. Ils font des conditions particulières du travail, du travail comme opération, l'essentiel, ignorant les problèmes au niveau de la société. Ils vont jusqu'à une « microsociologie » de l'usine ou même de l'atelier, préférant la description du détail à l'analyse historique et critique ; ils isolent arbitrairement l'un des éléments du processus qu'ils veulent décrire, lui ôtant ainsi toute signification. C'est de ce prétendu « concret » que Lénine disait qu'il est « la pire des abstractions ».

Comme si l'usine ou l'atelier pris à part avaient une réalité en dehors du mode de production dont ils sont partie intégrante ; comme si le mal résidait dans la technique prise en soi, et non dans le mode de production qui l'emploie pour le profit de la minorité, au lieu de l'utiliser à satisfaire les besoins de l'immense majorité ! Dès 1838, le grand utopiste Weitling l'avait dit : « Les machines sont complètement innocentes. Elles feront le bonheur de l'humanité lorsque celle-ci jouira des bienfaits de la propriété collective. » L'automation, la généralisation des ordinateurs électroniques peut libérer l'humanité de toutes les tâches mécaniques serviles et ouvrir la voie à une culture humaine totale. Entre les mains du capital, elle signifie, pour les travailleurs scientifiques et techniques, au nom du « recyclage permanent », un travail toujours plus spécialisé, parcellaire, une vie d'esclaves de l'appareil de production, la négation même de toute culture véritable, le développement d'une nouvelle forme d'analphabétisme ; pour les masses de la jeunesse, chômage et déchéance.

Au surplus, identifier, sous le vocable « société technicienne » le capitalisme, où la technique élevée est en révolte contre les rapports sociaux rétrogrades, et l'économie planifiée de l'U.R.S.S., de l'Europe orientale et de la Chine, où le cancer bureaucratique a ses racines dans le retard de la technique relativement aux nouveaux rapports sociaux, c'est se condamner à ne rien comprendre à la crise conjuguée du capitalisme et du régime bureaucratique ; à l'unité mondiale de la lutte des classes, qui n'est pas faite d'uniformité, mais d'identité des contraires, d'une totalité organique dont les parties contrastées sont en interaction constante, en interdépendance indissociable.

LES MANDARINS CONTRE LE MATÉRIALISME HISTORIQUE

D'autres encore veulent revenir sur la condamnation prononcée par le marxisme contre toute philosophie, contre toute théorie abstraite, spéculative, du monde, séparée de la pratique, contre toute théorie de la société séparée de la pratique révolutionnaire de la lutte de classe prolétarienne. Il y a pour eux une « pratique théorique », dont les agents sont, naturellement, les intellectuels spécialisés, qui parlent un « langage

théorique » inaccessible au vulgaire ! On ne saurait rêver une plus cynique théorisation de la volonté de certains penseurs de défendre jusqu'au bout leurs privilèges de mandarins, si médiocres soient-ils ! Il y a longtemps déjà qu'un prophète de la petite-bourgeoisie, G. B. Shaw, a reproché à Marx d'écrire sur le capital comme « un correspondant de guerre de la lutte des classes », sans comprendre que c'est précisément parce que, et seulement parce que, Marx se plaçait, non dans le ciel de la « science », mais dans le camp du prolétariat en guerre contre le capital, qu'il pouvait faire une analyse réellement scientifique du capitalisme.

Ou bien ils s'attaquent à l'idée fondamentale du matérialisme historique selon laquelle le ressort de l'histoire est la lutte mondiale de la classe ouvrière pour le pouvoir, pour la dictature du prolétariat. Selon eux, la contradiction fondamentale de la société actuelle, entre capital et travail, est « surdéterminée » par des « structures » abstraites, soigneusement placées hors d'atteinte du combat de classe prolétarien.

D'autres encore, ou les mêmes, veulent émasculer le marxisme, matérialisme militant. Ils prêchent la conciliation avec la religion, l'Eglise catholique en particulier. Paul VI ne prie-t-il pas pour la paix ? C'est oublier à bon compte que la religion ne mène pas une existence métaphysique dans le ciel de ses propres mystères, mais une existence réelle sur la terre de la lutte des classes. De la Chine à l'Amérique latine, des Etats-Unis au Vietnam, de Cuba à l'Espagne de Franco, où et quand l'Eglise de Rome, où et quand les églises chrétiennes n'ont-elles pas pris fait et cause pour les riches contre les pauvres, pour les oppresseurs contre les opprimés ? « Les principes sociaux du christianisme », écrivait Marx dès 1846, « ont justifié l'esclavage antique, magnifié le servage médiéval et s'entendent également, au besoin, à défendre l'oppression du prolétariat, même s'ils le font avec de petits airs navrés. Les principes sociaux du christianisme prêchent la nécessité d'une classe dominante et d'une classe opprimée... Les principes sociaux du christianisme prêchent la lâcheté, le mépris de soi, l'abaissement, la servilité, l'humilité, bref toutes les qualités de la canaille ; le prolétariat, qui ne veut pas se laisser traiter en canaille, a besoin de son courage, du sentiment de sa dignité, de sa fierté et de son indépendance beaucoup plus encore que de son pain ».

N'est-ce pas là, aujourd'hui comme hier, l'essence de la « doctrine sociale de l'Eglise » ? Ne continue-t-elle pas à prêcher la conciliation entre les classes, l'entente entre ouvriers et patrons « de bonne volonté » ? Ne maintient-elle pas l'excommunication du « communisme athée » ? Les syndicats chrétiens sont-ils autre chose que des agences de l'ennemi de classe au sein du mouvement ouvrier ? Ne font-ils pas de la collaboration des classes leur doctrine officielle ? Ne réclament-ils pas la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, c'est-à-dire de la transformation des syndicats en organes policiers de l'Etat bourgeois ?

Et si l'Eglise de Rome, devant la désaffection croissante dont la religion est l'objet dans les masses ouvrières, croit nécessaire d'habiller l'antique opium qu'elle distribue d'un rutilant emballage « moderne », et d'en faire la publicité en français plutôt qu'en latin, cet opium cesse-t-il pour cela d'être un poison contre lequel les communistes se doivent de mettre en garde les ouvriers ?

Le marxisme n'est pas un humanisme, il n'est pas une doctrine de l'homme en général, il est le programme de combat de la classe ouvrière. Dans la société divisée en classes, l'homme n'a qu'une existence abstraite,

il n'est qu'une ombre irréelle. C'est seulement dans la société sans classes de l'avenir, où toute division du travail, qui réduit chaque individu à l'état de parcelle d'homme, ne sera plus qu'un lointain souvenir, que chaque être humain pourra incarner en lui toutes les potentialités humaines, et que l'humanisme pourra se réaliser. Aujourd'hui, il n'est rien d'autre qu'une tentative frauduleuse de diversion du combat de classe. Quand l'ouvrier catholique combat coude à coude avec l'ouvrier athée contre le patronat, il ne le fait pas parce que catholique, mais en dépit de ses préjugés religieux ; et ce n'est pas en émasculant le matérialisme, en répandant une fade mixture éclectique, que l'on favorisera le front de classe prolétarien.

LE RÉVISIONNISME CONTRE L'UNITÉ MONDIALE DE LA LUTTE DES CLASSES

Le trait saillant de toutes les formes de révisionnisme consiste à briser, en pratique et en théorie, l'unité mondiale de la lutte des classes et de la doctrine marxiste qui l'exprime, en grossissant démesurément un de ses aspects particuliers, au point d'oublier tous les autres.

Les uns, nous l'avons vu, prétendent lutter pour la paix avec les patrons « partisans de la paix » — comme si la paix pouvait être assurée sans la destruction du capitalisme qui « porte en lui la guerre comme la nuée l'orage ».

D'autres prêchent aux jeunes la « lutte sexuelle » — comme si l'individu pouvait espérer se réaliser pleinement, dans le domaine sexuel comme dans tout autre, dans la société actuelle. Au lieu d'élever la révolte instinctive des jeunes au niveau d'une lutte révolutionnaire consciente pour le socialisme, ces prophètes interlopes font de l'érotisme une drogue, parmi d'autres, pour les en détourner.

Pour d'autres encore, il n'y a plus aujourd'hui, dans le monde entier, lutte des exploités contre les exploités, mais lutte du « tiers-monde », des « nations prolétaires » contre les « nations capitalistes ». Comme si les masses misérables des pays que le capital a maintenus dans l'arriération pouvaient espérer réaliser leurs aspirations, satisfaire leurs besoins sans que les prolétaires d'Europe occidentale et des Etats-Unis n'arrachent au capital financier les forces productives les plus développées du monde, la base objective de la construction du socialisme à l'échelle mondiale ! Comme si la lutte des peuples opprimés pour leur indépendance ne prenait pas, précisément, toute sa signification historique parce qu'elle ébranle l'impérialisme et rapproche l'heure où les bastions du capitalisme mondial tomberont sous les coups des prolétaires. Il n'y a pas trois mondes, ni deux ; il n'y en a qu'un, où les exploités l'emporteront tous ensemble sur le capital, ou tomberont tous ensemble dans la barbarie et l'anéantissement. Il n'y a pas de « révolution coloniale », mais seulement des aspects et des formes spécifiques de la révolution prolétarienne mondiale dans les colonies et ex-colonies. La lutte pour une véritable indépendance nationale — c'est-à-dire pour arracher ces pays à l'étreinte mortelle du marché capitaliste mondial — est inséparable de la lutte pour la révolution agraire, pour l'expropriation des capitaux investis par l'impérialisme, pour la nationalisation du crédit et de l'industrie, pour un gouvernement ouvrier et paysan, expression des intérêts des masses exploitées.

Ces nationalistes petits-bourgeois — étudiants, professeurs, avocat, médecin — qui, dans le cadre d'une indépendance politique formelle, deviennent ministres et, pour maintenir leur pays dans l'arène du capital international, assument la fonction de gendarmes contre les masses de leur propre pays ; ces parvenus, dont l'idéal était si bien symbolisé par la baignoire d'or de cette femme de ministre ghanéen, reconnaissent aussitôt leurs aspirations dans les doctrines du « socialisme arabe », du « socialisme algérien », « égyptien » ou « guinéen », comme dans les thèses révisionnistes qui font, dans ces contrées, de « l'élite au pouvoir », et non des masses opprimées et exploitées, le moteur de l'histoire. Il n'est pas, au surplus, de plus chauds partisans de la « coexistence » : du maintien au pouvoir des capitalistes au pays d'où viennent les dollars, des bureaucrates au pays d'où viennent les roubles, et de leur régime dans leur pays, pour qu'ils y jouissent en paix des privilèges qu'ils ont pu s'arroger grâce aux luttes et aux sacrifices des masses.

L'unité mondiale de la lutte des classes, tel est le fondement de l'internationalisme prolétarien. Les appareils bureaucratiques réformistes et staliniens qui dominent les organisations ouvrières s'efforcent de fragmenter cette unité, de contraindre les travailleurs à accepter les cadres nationaux, le « social-chauvinisme », qui, comme l'a montré Lénine, n'est que la soumission à l'ordre bourgeois. L'internationalisme prolétarien constitue l'essence même du marxisme, doctrine de classe du prolétariat. Il est en butte aux attaques concentrées des représentants de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie. Il est soumis à la pression constante de la société bourgeoise. Il ne peut y résister que dans le cadre d'une organisation de l'avant-garde prolétarienne. Il n'y a pas de marxisme en dehors de la lutte consciente, persévérante, acharnée pour le parti mondial de la révolution socialiste, pour l'Internationale.

CENT VINGT ANS DE LUTTE POUR L'INTERNATIONALE

Cent vingt ans se sont écoulés depuis que Marx et Engels, au nom de la Ligue communiste, premier noyau de l'organisation communiste internationale de l'avant-garde prolétarienne donnaient, dans le « Manifeste communiste », une base scientifique à la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Plus d'un siècle nous sépare de la fondation de l'Association internationale des travailleurs, la Première Internationale, qui a rassemblé dans ses rangs toutes les organisations prolétariennes combattant le Capital et son Etat, dans la lutte pour la conquête des droits, garantie et libertés qui constituent le prolétariat comme classe indépendante de la bourgeoisie.

Bientôt, le prolétariat mondial commémorera le centenaire de l'insurrection du prolétariat parisien. L'héroïque Commune de Paris, qui démontra pour la première fois dans l'histoire que la classe ouvrière avait la capacité et la possibilité de prendre en mains les destinées de la société.

Durant deux mois et demi, le prolétariat parisien édifia sur les ruines de l'Etat bureaucratique des bourgeois, des curés et des officiers l'Etat à bon marché, l'Etat-commune, la première république des conseils ; il remplaça l'armée permanente et la police par le peuple armé ; il rendit toutes les fonctions publiques électives, et leurs titulaires révocables à tout moment par leurs mandats ; il limita leur salaire, y compris celui des membres de la Commune, à celui d'un ouvrier ; il démontra que

« briser d'emblée la vieille machine administrative pour commencer sans délai à en construire une nouvelle, qui permettrait de supprimer graduellement toute bureaucratie », comme l'écrit Lénine, « c'est la tâche directe, immédiate, du prolétariat révolutionnaire ».

La bourgeoisie française écrasa dans une répression sans merci la première révolution ouvrière. Le prolétariat français fut contraint, par la trique et la fusillade, de se remettre sous le joug de l'exploitation. Mais, en Allemagne, sous la direction du premier parti marxiste, le parti social-démocrate, qui s'était opposé de toutes ses forces à l'aide fournie par Bismarck à Thiers contre la Commune, les ouvriers allemands commençaient à conquérir systématiquement les positions ouvrières à partir desquelles les travailleurs se constituent comme classe indépendante.

A partir de 1879, la classe ouvrière française se relève de sa terrible défaite et reconstitue autour de ses organisations, partis et syndicats, sa conscience et son efficacité de classe. Le programme du Parti Ouvrier Français rédigé par Marx, Jules Guesde et Paul Lafargue formule pour la première fois les tâches du prolétariat français afin de se constituer en classe indépendante de la bourgeoisie.

En 1889, toutes les organisations ouvrières se rassemblent pour constituer la II^e Internationale qui, unifiant le prolétariat mondial comme classe internationale, coordonne dans un même combat la lutte de la classe ouvrière de chaque pays. La II^e Internationale impulse fortement la constitution de partis de classe dans chaque pays. C'est dans son sein et avec son aide que le prolétariat russe, en particulier, édifiera son premier parti de classe, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, dont la fraction bolchévique de Lénine sera partie intégrante jusqu'en 1912-1914.

La II^e Internationale fera plus. Elle jettera les premières bases d'une stratégie internationale du prolétariat contre la guerre.

Dans ses congrès de Stuttgart (1907) et de Bâle (1912), prenant acte de ce que le capitalisme, qui a atteint son stade impérialiste, « porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », elle appellera « les travailleurs de tous les pays à opposer à l'impérialisme capitaliste la force de la solidarité internationale du prolétariat », et « au cas où la guerre éclaterait néanmoins », à « utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste ».

Mais la bourgeoisie internationale, consciente de la force grandissante du prolétariat mondial, avait compris le danger mortel que représentait pour sa domination une Internationale révolutionnaire, organisant le combat de classe du prolétariat dans chaque pays. Il lui fallait corrompre ses dirigeants, subordonner les partis socialistes, les syndicats et l'Internationale elle-même à ses intérêts. Grâce aux superprofits accumulés par les monopoles des grandes puissances impérialistes aux dépens des masses surexploitées des colonies et semi-colonies, il lui fut possible d'alimenter les tendances réformistes à la collaboration des classes, en leur donnant une base sociale dans la formation d'une aristocratie ouvrière, qui, contrairement aux prolétaires, aura, elle, une « patrie » parce que ses privilèges dépendent directement des profits de sa propre bourgeoisie ; les dirigeants sociaux démocrates, devenus les représentants politiques de cette couche sociale, passeront du côté de l'ordre bourgeois.

La première guerre mondiale de 1914-1918 verra la II^e Internationale social-démocrate s'effondrer dans l'union sacrée avec la bourgeoisie. Chaque parti socialiste contraindra le prolétariat à défendre, les armes à

la main, les intérêts de sa propre bourgeoisie contre les prolétaires des pays dits ennemis, à défendre la « Patrie ». L'unité de classe du prolétariat international ainsi détruite, les travailleurs paieront la trahison de leurs dirigeants, devenus ministres des gouvernements de guerre de la bourgeoisie, par un lourd tribut de sang. Des millions et millions de travailleurs tomberont sur les champs de bataille, tués, blessés, frappés dans leur chair pour la défense des intérêts de la classe ennemie.

De tous les partis adhérant à la II^e Internationale, un seul, le parti bolchévik de Lénine, ce petit parti, ce faible noyau que tous les dirigeants des « grands partis socialistes », ministres de rois, d'empereurs ou de républiques bourgeoises regardaient avec mépris et ironie, restera fidèle aux résolutions de l'Internationale. C'est autour de ce noyau que s'organisa l'opposition ouvrière internationale au social-chauvinisme, au nom de laquelle, au parlement allemand, Karl Liebknecht lança le cri de ralliement : « L'ennemi principal est dans notre propre pays ! »

DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE A LA CONTRE-RÉVOLUTION BUREAUCRATIQUE

La révolution d'Octobre 1917, dirigée par le parti bolchévik, démontra que le marxisme, expression concentrée de l'expérience du mouvement ouvrier de la Première Internationale, de la Commune de Paris, de la II^e Internationale, exprimait la réalité sociale fondamentale, la vérité de notre époque.

Le parti de Lénine et de Trotsky conquiert le pouvoir, pour les soviets, les conseils ouvriers, les comités de paysans, qui, à travers tout l'immense territoire de la Russie des tsars, expropriant les capitalistes et les propriétaires fonciers, commencent ainsi à poser les bases de reconstruction de l'économie et de la société en fonction des intérêts des ouvriers et des autres couches exploitées des villes et des campagnes.

Le pouvoir des soviets, le pouvoir de la démocratie des travailleurs organisés dans les conseils, c'était le même que la Commune de Paris, un Etat sans bureaucrates, sans policiers, un Etat où les capitalistes, les grands propriétaires, les curés n'ont pas la possibilité de peser sur la société. Le pouvoir des soviets, c'était la révolution prolétarienne mondiale qui l'emportait dans la sixième partie du globe.

La bourgeoisie internationale, mortellement effrayée, fit taire momentanément ses divergences, comme lors de la Commune de Paris. Les capitalistes du monde entier unirent leurs forces pour détruire la révolution russe, qui, héroïquement, fit front contre les armées blanches et quatorze armées impérialistes française, anglaise, américaine, japonaise,... coalisées.

Le parti bolchévik de Lénine et Trotsky, l'Armée Rouge que Léon Trotsky, commissaire du peuple à la guerre, mena à la victoire, consolidèrent le premier Etat ouvrier, cependant que l'action du prolétariat international vint mettre un terme à l'intervention impérialiste.

Les fondateurs de l'Union Soviétique avaient pris le pouvoir en Octobre 1917 au nom du prolétariat international. En 1919, le parti bolchévik joua un rôle déterminant dans la constitution de la II^e Internationale, de l'Internationale communiste. A l'appel de celle-ci, dans chaque pays, les militants ouvriers d'avant-garde constituèrent des partis commu-

nistes, qui s'engagèrent dans la lutte pour le renversement de la bourgeoisie. En Allemagne, par trois fois, en 1919, en 1921, en 1923, le prolétariat allemand, dirigé par le parti communiste, tentera de prendre le pouvoir. Chaque fois, il verra se dresser contre lui les forces coalisées de la réaction bourgeoise et des dirigeants sociaux-démocrates, préférant s'allier avec la bourgeoisie plutôt que de diriger la lutte émancipatrice du prolétariat. Ministres « socialistes », président « socialiste » de la république bourgeoise, députés sociaux-démocrates, se prononcent pour la république parlementaire bourgeoise et contre la République Allemande des soviets. Cette même république parlementaire de Weimar, qui, donnera, en 1933, le plus « légalément » du monde, le pouvoir à Hitler !

Si les batailles de classe livrées par le prolétariat, en Allemagne, en Hongrie, en Italie, partiellement en France et en Angleterre, batailles dirigées, dans chaque pays, contre leur propre bourgeoisie n'ont pu aboutir à détruire le système bourgeois de domination de classes, elles ont néanmoins contraint les impérialistes à renoncer à l'intervention militaire directe contre la révolution russe. *C'est ainsi que la solidarité internationale du prolétariat a été efficace parce qu'elle ne s'est manifestée, ni par des campagnes de pétitions, ni par l'accord avec telle ou telle aile de la bourgeoisie, mais par l'action révolutionnaire des prolétaires dans chaque pays.* C'est ainsi que, sous la direction de la III^e Internationale, se sont plus concrètement dégagées quelques-unes des principales leçons qui restent les fondements de la révolution prolétarienne.

Pour que le prolétariat arrache la victoire, il est indispensable :

● *Que l'avant-garde révolutionnaire de chaque pays construise des partis marxistes révolutionnaires indépendants, sections de l'Internationale révolutionnaire.*

● *Que les partis révolutionnaires refusent la collaboration de classes avec la bourgeoisie et, par les méthodes de la lutte de classes, amènent le prolétariat à rompre avec la bourgeoisie et ses agents.*

Tels sont les principaux enseignements du marxisme, qui ont trouvé leurs plus éclatantes confirmations dans la Révolution Russe et dans les principes et l'action de la III^e Internationale.

L'œuvre de la III^e Internationale fut immense. Dans le respect absolu de la démocratie ouvrière, les dirigeants des partis communistes et, particulièrement, les dirigeants du parti communiste de l'Union Soviétique Lénine, Trotsky, Zinoviev, Boukharine, ont défini, au cours des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (1919-1923), les principaux éléments de la stratégie révolutionnaire de la lutte des prolétaires pour la conquête du pouvoir.

Elle a montré que « c'est précisément dans les républiques les plus démocratiques que régnent en réalité la terreur et la dictature de la bourgeoisie, terreur et dictature qui apparaissent ouvertement chaque fois qu'il semble aux exploités que le pouvoir du capital commence à être ébranlé », que « seule l'organisation soviétique de l'Etat peut réellement briser d'un coup et détruire définitivement le vieil appareil bourgeois, administratif et judiciaire, qui s'est conservé et devait inévitablement se conserver sous le capitalisme, même dans les républiques les plus démocratiques » et qu'« une des tâches les plus importantes pour les communistes de l'Europe occidentale consistait à expliquer aux masses l'importance et la nécessité du système des Soviets ».

Elle a souligné que « l'Internationale soutient tout mouvement national révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme », mais que « les classes dirigeantes des pays coloniaux et semi-coloniaux n'ont ni la capacité, ni le désir de diriger la lutte contre l'impérialisme, à mesure que cette lutte se transforme en un mouvement révolutionnaire de masses », que « seule une lutte révolutionnaire conséquente, basée sur la participation des grandes masses à la lutte active et la rupture sans réserve avec tous les partisans de la collaboration avec l'impérialisme peut amener les masses opprimées à la victoire ; que « les tâches objectives de la révolution aux colonies dépassent le cadre de la démocratie bourgeoise », car « sa victoire décisive est incompatible avec la domination de l'impérialisme mondial » et que « c'est seulement après avoir triomphé que le prolétariat des pays civilisés pourra fournir aux ouvriers "des pays coloniaux" un secours désintéressé pour le développement de leurs forces productives arriérées », c'est pourquoi « l'alliance avec le prolétariat international fraie la voie vers une fédération internationale des républiques soviétiques ».

Elle a mis l'accent sur le rôle des syndicats, « créés par la classe ouvrière pendant la période du développement pacifique du capitalisme » comme des organisations « destinées à lutter pour la hausse des salaires... et l'amélioration des conditions de travail », les masses cherchent « à en faire leurs armes de combat », lorsque « l'antagonisme des classes devient de plus en plus aigu » ; ils tendent alors à devenir « des organes de destruction du capitalisme » ; mais « la vieille bureaucratie syndicale... cherche à imposer aux ouvriers une politique de collaboration avec les patrons, de Conseils industriels communs » et « empêche les actions isolées des différentes catégories d'ouvriers de fusionner dans une action de classe générale ». C'est pourquoi « il importe que les communistes de tous les pays fassent partie des syndicats et travaillent à en faire des organes conscients de lutte pour le renversement du régime capitaliste ».

Elle a élaboré la tactique du *Front unique prolétarien*, tactique indispensable pour organiser la résistance ouvrière à l'offensive de la bourgeoisie contre ses libertés, ses droits et ses organisations, et la transformer en contre-offensive victorieuse pour le pouvoir. Elle a bien précisé que « par unité du front prolétarien, il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme », qui s'oppose à l'« unité » avec divers groupes bourgeois « de gauche » : « Il va de soi que la méthode du Front unique... ne saurait engager, par exemple, le Parti Communiste Français à soutenir le Bloc des gauches en période électorale. »

Ces principaux enseignements, fondés sur le respect des principes du marxisme, élargis et enrichis par la Révolution Russe et les travaux des premiers congrès de l'Internationale Communiste, sont devenus partie intégrante de la lutte de classes ; ils doivent, aujourd'hui comme hier, être assimilés par le prolétariat et son avant-garde.

La contre-révolution bureaucratique victorieuse en U.R.S.S. ne pouvait manquer d'entraîner la dégénérescence de l'Internationale Communiste. Au nom de la « théorie du socialisme dans un seul pays », qui restait sous des formes diverses, à la base de l'activité des divers P.C., Staline transforma ces derniers, d'instruments de lutte pour le pouvoir, en organes de pression sur leurs bourgeoisies respectives en faveur de la politique extérieure du Kremlin. Ainsi, en 1935, lorsque le chef du gouvernement français, de l'époque, Laval, eut signé un pacte avec Staline, le P.C. se rallia à la « défense nationale » de l'impérialisme français, vota :

crédits de guerre et rejoignit la social-démocratie dans le camp du social-chauvinisme. C'est pourquoi, en juin 1936, lorsqu'un million et demi d'ouvriers français en grève voulurent s'engager dans la lutte pour le pouvoir, Thorez vint le leur interdire. La même politique de Staline — « la victoire d'abord, la révolution ensuite » — assurera le triomphe de Franco en Espagne. Ce n'est pas « le pain, la paix et la liberté » qu'apportèrent aux masses les Fronts populaires, qui trahissaient les intérêts des travailleurs au nom de l'alliance avec les bourgeois « républicains » et « amis de l'U.R.S.S. », mais la victoire de la réaction, qui put ainsi déclencher la deuxième guerre mondiale, avec son cortège de morts et de ruines.

L'unité de l'avant-garde prolétarienne internationale qui, brisée par la trahison des dirigeants de la II^e Internationale en 1914, avait été reconstituée par la II^e Internationale, se trouvait ainsi de nouveau anéantie. L'Internationale Communiste avait « fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays tendant à une seule et même fin, savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une république internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste » (art. I des Statuts de l'I.C.). En prononçant sa dissolution en 1943 pour complaire à Roosevelt et Churchill, Staline ne fit que tirer les dernières conclusions de sa politique liquidatrice.

Dès juillet 1933 — alors que la politique imposée par Staline au P.C. allemand, qui consistait à refuser tout front unique, contre Hitler, avec les organisations de travailleurs socialistes, sous prétexte que ceux-ci n'étaient que des sociaux-fascistes, « jumeaux » des nazis, avait abouti à la victoire d'Hitler, et qu'aucune voix critique contre cette politique ne s'était élevée, après la catastrophe de mars 1933, dans les rangs de l'I.C. — Léon Trotsky, à la tête de l'Opposition de gauche internationale, tirant la leçon de ces événements, concluait que « l'Internationale Communiste est passée définitivement du côté de l'ordre bourgeois », et appelait, pour reconstituer l'unité mondiale de l'avant-garde ouvrière, à la lutte pour la construction d'une nouvelle Internationale marxiste, la IV^e. En septembre 1938, la conférence de fondation de la IV^e Internationale adoptait un programme qui, résumant l'expérience d'un siècle de luttes ouvrières, plongeait ses racines dans le « Manifeste communiste » de Marx et d'Engels, les résolutions de la Première Internationale, les enseignements de la Commune de Paris, l'activité de la II^e Internationale de 1887 à 1914, les leçons de la révolution d'Octobre et les quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste, et fournissait à l'avant-garde révolutionnaire l'instrument indispensable à sa lutte pour la construction de partis révolutionnaires indépendants de la bourgeoisie, sections de la IV^e Internationale.

L'unité de classe du prolétariat mondial, que le « Manifeste » du parti communiste de Marx et d'Engels a affirmée pour la première fois en 1847, à la veille des révolutions de 1848, s'incarne à nouveau dans le programme de la IV^e Internationale, enrichi par l'expérience plus que séculaire des victoires et des défaites du prolétariat international.

L'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) affirme qu'aucun des principaux événements de notre époque n'a mis en défaut le Programme de la IV^e Internationale (« Programme de transition »). Elle se propose, dans son « Manifeste », de le démontrer.

L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SE FONDE SUR LE PROGRAMME DE TRANSITION

Le retard de la révolution mondiale, que le parti bolchévique considérait comme imminente en 1917, retard qui s'est maintenant prolongé un demi-siècle, a eu pour effet la consolidation des appareils bureaucratiques réformistes et staliniens et de leur emprise sur le mouvement ouvrier ; les masses opprimées ont, de ce fait, subi bien des défaites, essuyé bien des échecs, et connu d'immenses souffrances supplémentaires. A l'heure actuelle, l'impérialisme a repris l'initiative politique dans la lutte des classes mondiale. L'intervention de l'impérialisme américain au Vietnam tend à l'extermination des masses ouvrières et paysannes vietnamiennes, afin d'empêcher toute nouvelle expansion de la révolution en Asie. Elle est le point de départ d'une contre-offensive dont le but est la destruction des conquêtes de la révolution chinoise. Appuyées sur l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, les « bourgeoisies nationales » des pays économiquement arriérés engagent une offensive réactionnaire contre les masses ouvrières et paysannes. De l'Indonésie à Cuba, en passant par l'Afrique, cette offensive contre-révolutionnaire prend corps. En Indonésie, en Algérie, elle prend la forme de coups d'Etat militaires. A Cuba, elle se manifeste par la bureaucratisation de plus en plus profonde du régime, prélude à l'étranglement final de la révolution. Dans les pays capitalistes économiquement développés d'Europe, la tentative de destruction du mouvement ouvrier est en cours. En Grèce, la terreur blanche l'a emporté. En France, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne, l'Etat bourgeois s'efforce de détruire l'autonomie d'organisation de la classe ouvrière, particulièrement des organisations syndicales, de lui dénier tout droit d'expression politique propre. La pression de l'impérialisme s'accroît corrélativement sur l'U.R.S.S. et les pays d'Europe orientale, désarticulant leur économie. En U.R.S.S., comme dans les pays d'Europe orientale, les tendances pro-bourgeoises se renforcent et s'accroissent. Elles pénètrent toute l'économie et s'expriment ouvertement au sein de l'appareil d'Etat. En même temps, la répression s'appesantit contre tout ce qui exprime une tendance à la régénérescence de la démocratie socialiste.

Cette situation a eu pour effet d'alimenter les doutes et le scepticisme au sein de la classe ouvrière elle-même. D'honnêtes militants, qui ont vu Thorez, devenu ministre de De Gaulle en 1945 pour faire barrage au mouvement des masses, ordonner la dissolution des milices ouvrières en prônant : « Une seule police, la police républicaine ! Une seule armée, l'armée républicaine ! » (Discours d'Ivry, avril 1945), apportant ainsi une contribution décisive au maintien du régime bourgeois ; qui ont vu Guy Mollet, élu pour faire la paix en Algérie, y déchaîner la guerre totale en 1956 ; qui ont vu l'un comme l'autre barrer la route à toute mobilisation des masses contre l'accession de De Gaulle à la dictature en mai 1958 ; et qui voient aujourd'hui les dirigeants syndicaux de F.O., de la F.E.N. et de la C.G.T. participer obstinément à tous les organismes mis en place par le gouvernement pour liquider leurs libertés, leurs droits et leurs organisations, peuvent effectivement se demander si la révolution socialiste est encore possible, ou si le prolétariat ne serait pas devenu, d'une façon ou de l'autre, incapable de remplir sa mission historique. C'est pourquoi il importe d'examiner les principaux arguments que l'on oppose aujourd'hui au programme de transition — programme de la révolution prolétarienne mondiale à notre époque.

En effet, en dépit du retard de la révolution, la décomposition du capitalisme s'est poursuivie et la révolution prolétarienne a continué son

chemin, en empruntant, il est vrai, des voies imprévues. Le cours particulier qu'a pris la lutte des classes a aussi obligé tous les critiques du marxisme et de la Quatrième Internationale à renouveler leurs méthodes.

Plus que jamais, il est indispensable de comprendre ce que Lénine n'a cessé de rappeler, durant les années précédant la révolution d'Octobre : « C'est précisément pendant la révolution que nous aurons besoin de notre lutte théorique contre les critiques pour combattre résolument leurs positions pratiques. »

Aujourd'hui, dans une période historique où la crise générale du système impérialiste combine, tour à tour ou simultanément, les explosions révolutionnaires dans un pays avec la réaction dans d'autres secteurs, la lutte théorique pour la défense du marxisme est un élément absolument indispensable du combat contre « les positions pratiques » des appareils contre-révolutionnaires. Toutes les critiques contre le trotskysme, le marxisme de notre époque, ont pour but d'amener le prolétariat à renoncer à combattre pour ses intérêts de classe, et l'avant-garde à renoncer à la lutte pour la révolution socialiste.

Il ne saurait être question pour l'O.C.I., qui lutte pour construire le parti révolutionnaire et reconstruire la Quatrième Internationale, d'éluder ces questions vitales.

LE « DÉVELOPPEMENT » DES FORCES PRODUCTIVES

1° « La perspective de la révolution prolétarienne est dépassée » ; la preuve, expliquent les révisionnistes de tout acabit, c'est que nous assistons à un développement inouï de la production depuis la guerre, sans qu'il y ait eu de crise économique moyenne. Le programme de la Quatrième Internationale, qui affirme que « les forces productives de l'humanité ont cessé de croître », est donc caduc.

Certes, s'il fallait admettre qu'à l'heure actuelle le capitalisme continue à assurer le progrès des forces productives, il faudrait conclure à la nécessité d'abandonner, ou tout au moins de réviser, le programme de la révolution socialiste. Mais il n'en est rien. Les publicistes bourgeois entretiennent une confusion voulue entre des catégories liées entre elles mais distinctes. *La technique a fait de gigantesques bonds en avant, mais la technique n'est qu'une des composantes des forces productives* ; et les progrès techniques ont actuellement pour principal ressort la recherche scientifique ; or, celle-ci est orientée presque exclusivement vers des fins militaires.

La technique n'est, d'autre part, qu'un élément des forces productives, qui ne se réduisent pas aux forces productives matérielles, aux machines, à l'outillage ; le prolétariat en est l'élément principal. Une économie capitaliste où toutes les découvertes techniques conduisent inéluctablement vers la déqualification, la déchéance professionnelle et le chômage de toutes les catégories (cadres, techniciens, employés et ouvriers qualifiés, manœuvres) ne saurait être considérée comme une force de culture et de civilisation.

Une économie capitaliste où la « prospérité » est rythmée par l'injection croissante de crédits de guerre dans l'économie, où les budgets militaires

commandent la marche de la société tout entière, peut-elle être qualifiée de progressive ?

Une économie capitaliste dont la « stabilisation » se traduit, d'une part, par une offensive contre les conditions de vie et de travail des salariés, d'autre part, par la tendance générale à transformer l'économie d'armement, qui domine actuellement dans tous les pays, en économie de guerre, contredit-elle les lois du capitalisme telles que Marx les a analysées ? Les effets des progrès accélérés de la science et de la technique sont presque exclusivement confinés, directement ou indirectement, au domaine militaire ; les prodigieuses réalisations de l'aéronautique, par exemple, n'ont pas actuellement d'autre but ; seul, quelques maigres sous-produits de ces conquêtes du génie humain pénètrent la vie quotidienne des masses, et sous les formes les plus contradictoires, les plus frelatées. D'un côté, un immense potentiel scientifique et technique inemployé s'accumule, qui sera immédiatement disponible pour une économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale, et lui permettra de satisfaire dans les délais les plus brefs, tous les besoins des masses ; de l'autre, le maintien du régime de la propriété privée, du contrôle de l'économie mondiale par quelques dizaines de trusts dont chacun ne poursuit que l'accroissement de ses profits particuliers aux dépens de tout le reste, et s'efforce de « planifier » le secteur qu'il contrôle aux dépens de tous les autres et contre eux, multiplie les distorsions, les contradictions : contradictions entre les branches diverses de l'économie dont le développement se poursuit sans plan, anarchiquement ; distance toujours croissante, non seulement entre pays « avancés » et « arriérés », mais entre Etats-Unis et Europe, et à l'intérieur de l'Europe occidentale elle-même ; paupérisation d'une fraction croissante de la population au sein des pays « avancés » eux-mêmes, stagnation ou recul dans le reste du monde ; accroissement monstrueux de l'appareil répressif de l'Etat, et du parasitisme social sous toutes ses formes ; tout cela, au contraire, sera la source, pour l'édification du socialisme, d'immenses difficultés supplémentaires. La crise insoluble du système monétaire international, qui va en s'approfondissant malgré les palliatifs que la bourgeoisie mondiale s'efforce d'y apporter, ne fait que refléter, de façon particulièrement significative, la croissance des contradictions au sein de l'économie mondiale. Comment peut-on, dans ces conditions, parler de « développement des forces productives » ?

LES DÉLAIS DE L'HISTOIRE

2° Il est arrivé très souvent à Marx, à Engels, à Lénine et à Trotsky, de formuler des pronostics « erronés » sur l'imminence de la révolution. Marx et Engels pensaient que la révolution de 1848 se transformerait en révolution socialiste européenne ; en 1851, puis en 1857, ils estimaient que la révolution allait éclater dans les mois à venir. Devons-nous conclure de cette « erreur sur les rythmes » à la fausseté des analyses du « Capital » ?

Dans les semaines qui ont précédé la révolution de Février 1917, Lénine a commis, d'une certaine façon, l'erreur inverse. Le 9 janvier 1917, il déclarait à une assemblée de jeunes ouvriers suisses : « Nous, les vieux, ne verrons peut-être pas les luttes décisives de la révolution imminente. Mais je crois pouvoir exprimer avec une grande assurance l'espoir que les jeunes... auront le bonheur, non seulement de combattre dans la

révolution prolétarienne de demain, mais aussi d'y triompher.» Faut-il en conclure qu'il n'y a pas eu, la même année, le triomphe de la révolution d'Octobre ?

Léon Trotsky, au début de la seconde guerre mondiale, estimait que celle-ci déboucherait nécessairement sur la révolution. Quoique cette guerre ait donné lieu à des développements révolutionnaires, ils n'ont cependant pas tout à fait suivi le processus de transformation de la première guerre impérialiste en guerre civile. De sages philistins en ont immédiatement conclu que le trotskysme était dépassé. Le trotskysme — le marxisme — est l'arme idéologique du prolétariat combattant pour la révolution. Son accomplissement repose sur l'activité révolutionnaire des masses, qui, grâce à l'intervention du parti marxiste, accèdent à temps à la conscience de leur mission historique, avant que la réaction n'ait pu mettre à profit leurs hésitations. Le sage philistin qui se range du « côté du manche » ne peut comprendre que le « fait » révolutionnaire ou contre-révolutionnaire est un moment d'un processus global où l'expression consciente organisée, le parti marxiste, s'élève au niveau des tâches à réaliser en fusionnant avec les masses en action. Autrement dit, le parti bolchévick n'a pu décider de prendre le pouvoir le 8 novembre 1917 que grâce à un combat qui s'était déroulé sur plusieurs dizaines d'années. Le parti bolchévick s'est forgé au travers d'un combat mené sur la base des principes marxistes, qui a commencé avec la proclamation par Plekhanov du groupe de l'Émancipation du Travail en 1884, la lutte des Iskristes en 1900 et 1903, et la formation de la tendance bolchévick en 1903. À l'intérieur et comme partie constituante de la social-démocratie, la lutte des bolchévicks s'est poursuivie dans la première révolution russe de 1905 et dans les années de réaction qui ont suivi, alors qu'ils étaient réduits à la plus simple expression, quelques dizaines de militants regroupés autour de Lénine.

La prise du pouvoir du 8 novembre 1917 a été préparée par la proclamation, en 1914, devant la trahison de la II^e Internationale, de la nécessité de la III^e Internationale, et par le combat de Lénine pour l'indépendance de classe du prolétariat, en février 1917, lorsque les bolchévicks, minoritaires dans les soviets, ont refusé de suivre ceux qui, même à l'intérieur du Parti, les appelaient à s'unir avec les menchévicks, partisans de la collaboration de classes. C'est ainsi que, s'enracinant dans les masses, aussi bien dans des situations où le prolétariat reculait (alors que les liens du parti bolchévick avec la classe ouvrière dont il incarnait la conscience étaient extrêmement faibles et limités) que dans des situations révolutionnaires (alors que les liens du parti bolchévick avec sa classe allaient en se développant), le parti bolchévick, qui s'est préparé au cours d'une longue période historique, a pu fusionner avec l'activité révolutionnaire des masses dont il a, en Octobre 1917, guidé la victoire.

La nécessité historique, qui culmine avec la révolution prolétarienne, avec l'irruption des masses sur la scène comme l'acteur décisif et donne son sens à l'histoire de l'humanité, se réalise à travers d'innombrables processus élémentaires dont chacun, pris à part, apparaît comme incohérent, absurde. Le contingent est ainsi le mode d'expression inéluctable du nécessaire. Et l'action organisée des marxistes, en qui s'incarne la continuité de la conscience du processus historique, est le chaînon à la fois le plus contingent et le plus nécessaire de ce processus. Le plus contingent, parce que le Parti, l'Internationale, bien loin d'être un produit spontané des forces objectives, est le phénomène historique le moins spontané, le plus délibéré qui soit ; parce que la construction du Parti, la construction de l'Internationale, n'est jamais donnée, jamais acquise, qu'elle est et sera toujours remise en question, jusqu'à la dissolution

de l'organisation de classe de l'avant-garde ouvrière dans la société socialiste sans classe. Le plus nécessaire, parce que la révolution socialiste, expression suprême de la nécessité historique, ne peut vaincre sans que les masses aient à leur tête une organisation en qui s'exprime, à son plus haut degré, la conscience de cette nécessité.

Oui, contrairement aux pronostics de Lénine et de Trotsky, le capitalisme a pu, partout sauf en U.R.S.S. grâce à l'existence d'un parti marxiste apte à diriger la lutte pour le pouvoir, contenir et refouler la vague révolutionnaire européenne qui a suivi la révolution d'Octobre ; il l'a pu, grâce à l'appui de la social-démocratie. Oui, contrairement aux pronostics de Trotsky, le capitalisme, profondément ébranlé à l'issue de la deuxième guerre mondiale, a pu, grâce à l'appui de la social-démocratie et du stalinisme, se maintenir sur les deux-tiers du globe.

Oui, la putréfaction, la décomposition de la société capitaliste a pu, de ce fait, prendre une ampleur sans précédent ; la menace de la barbarie et de l'anéantissement s'est faite incomparablement plus précise pour l'humanité.

La thèse fondamentale du Programme de transition : « La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire », en est-elle devenue moins vraie ? Et l'appel à l'action qui y retentit, moins urgent ?

LA NÉCESSITÉ DU PARTI

3° Mais les leçons de l'expérience de la révolution d'Octobre ne sont-elles pas dépassées ? Le « réalisme » petit-bourgeois est un réalisme de soumission servile à une « réalité » qui n'est pour lui qu'un assemblage circonscrit d'éléments figés dans le moment présent. L'épicier compte chaque jour sa caisse, sans se soucier (au moins tant qu'il fait des bénéfices) de la concurrence des grandes chaînes de production : un jour tant, l'autre, tant, jusqu'au moment où le super-marché s'installe. De même, la réalité historique à laquelle l'intellectuel petit-bourgeois se réfère est comme hors du temps. C'est une catégorie fixe, sans développement, sans évolution. En Europe orientale, le capitalisme a été écarté sans qu'une direction marxiste prenne la tête des masses. Et la révolution chinoise a triomphé sous la conduite d'un parti, le parti communiste chinois, qui n'est pas un parti marxiste. C'est là une évidence. L'intellectuel petit-bourgeois en conclut immédiatement que la construction d'un parti marxiste n'est donc plus une nécessité. Les « forces objectives » suffisent désormais, selon lui, à assurer l'avènement du socialisme.

L'intellectuel petit-bourgeois justifiera ainsi le stalinisme et la bureaucratie en leur attribuant la capacité de construire le socialisme. La victoire de la révolution d'Octobre deviendra dès lors une sortie d'accident historique, à porter au compte du seul génie de Lénine, mort depuis.

La fidélité des troskystes, à l'égard du programme et de la Quatrième Internationale n'est nullement un attachement à caractère sentimental ; c'est une conviction scientifique. Pour les militants de l'O.C.I., l'expérience de ces faits confirme ce programme, où l'on peut lire :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout

à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Cette thèse du programme de transition est la clé de l'analyse et de la compréhension des événements qui, dans leur profonde diversité, ont abouti à soustraire l'Europe orientale au capitalisme, comme de ceux qui ont abouti à la victoire de la révolution chinoise et à l'installation du régime Castro à Cuba.

La seconde guerre mondiale a bien abouti à une crise générale du régime capitaliste. Partout, en Europe, la bourgeoisie était divisée et affaiblie, l'appareil d'Etat ananti au ou mains fissuré, l'économie ruinée ; partout, les masses étaient en mesure d'en finir avec le régime bourgeois.

Mais Staline, aux conférences de Yalta et de Potsdam, s'était mis d'accord avec l'impérialisme pour un partage du monde en deux zones d'influence, celle de Washington et celle de Moscou. Et, en Europe occidentale, le contrôle presque absolu exercé par l'appareil stalinien sur les masses, en France et en Italie notamment, fut mis au service de la reconstruction de l'appareil d'Etat bourgeois. Cependant, en Europe orientale, l'effondrement des Etats bourgeois était si total que Staline dut, contrairement à ses intentions premières, renoncer à les restaurer ; en Yougoslavie, pays dans les décisions de Yalta prévoyaient le partage entre l'Est et l'Ouest, ainsi qu'une restauration monarchique, la poussée révolutionnaire des masses fut si forte que Staline dut s'accommoder de l'accession au pouvoir du P.C. yougoslave ; en Grèce, la guerre civile éclata, mais la politique de collaboration de classes du P.C. grec aboutit, une première fois, à la victoire de la réaction appuyée par l'intervention militaire de l'impérialisme ; dans toute l'Europe orientale, pour maintenir son contrôle face à la pression croissante exercée par l'impérialisme avec le début de la guerre froide, la bureaucratie dut procéder à une série de mobilisations soigneusement contrôlées des masses, afin de procéder à l'expropriation des propriétaires fonciers et des capitalistes.

En Chine, cependant, la décomposition de la bourgeoisie chinoise, de son armée et de son Etat, et la poussée révolutionnaire des masses, amena le Parti communiste chinois, en dépit des directives de Moscou, à rejeter la constitution d'un gouvernement de coalition avec Chiang-Kaï-ckek, préconisée par Staline, et à prendre le pouvoir.

A Cuba, enfin, la menace d'un coup de force contre-révolutionnaire appuyé par Washington amena le gouvernement petit-bourgeois de Castro, appuyé par les staliniens, à « aller plus loin qu'il ne voulait lui-même », sans pourtant arracher l'économie cubaine au marché capitaliste mondial.

C'est ainsi que ce qui, pour Trotsky, ne devait être qu'un « court épisode », a pu — en l'absence d'organisations marxistes suffisamment fortes pour disputer la direction des masses aux appareils petits-bourgeois — a pu se développer et s'étendre sous les formes les plus diverses, dont il n'est possible ici que d'ébaucher l'analyse, durant plus de deux décennies. Faut-il en conclure que le difficile combat pour des partis et une Internationale marxistes n'est plus indispensable, et que le marxisme peut céder la place des doctrines diversifiées, telles que le « socialisme yougoslave », le « socialisme indonésien », le « socialisme chinois », voire le « socialisme guinéen », le « socialisme arabe », etc. ?

C'est oublier l'unité mondiale de la lutte des classes. C'est oublier que les conquêtes partielles du prolétariat, qu'elles embrassent une usine,

une branche d'industrie, ou une nation tout entière, ne peuvent être consolidées et devenir historiquement durables que par leur extension progressive au monde entier.

C'est oublier que la politique des directions réformistes, staliniennes et petites-bourgeoises en général, s'est soldée pour les masses par d'innombrables défaites, qui ont permis au capitalisme de se maintenir dans ses bastions décisifs d'Europe occidentale et des Etats-Unis, et grâce auxquelles il peut, aujourd'hui, en dépit des contradictions objectives croissantes qui minent ses fondements, entreprendre une contre-offensive générale qui menace, en Europe occidentale, les conquêtes que plus d'un siècle de luttes ont assurées au prolétariat, et, dans le secteur qui a échappé à son contrôle, toutes les conquêtes de la révolution.

C'est oublier que la répression policière dirigée contre la classe ouvrière en Europe orientale a jeté la confusion dans les masses ouvrières, et a compromis à leurs yeux les idées et le programme du marxisme, prostitué par la bureaucratie pour la défense de ses privilèges, cependant que la division de l'Allemagne a rendu impuissant pour toute une étape le prolétariat dans le pays que son développement industriel place à l'avant-garde de l'Europe.

C'est oublier que la politique de la direction castriste, préconisant en théorie la « lutte armée » comme une catégorie à part, et en pratique, avec le mot d'ordre de la création de « nombreux Viet-Nam », la fragmentation de la lutte des ouvriers et des paysans d'Amérique latine en compartiments « nationaux », l'isolement de la lutte armée des guérillas par rapport à la lutte de classe des ouvriers des villes, enfin l'isolement de la lutte des exploités en Amérique latine et dans le prétendu « tiers-monde » de la lutte des ouvriers des pays capitalistes dominants, tout en attaquant violemment le trotskysme, c'est-à-dire la conception marxiste de l'unité mondiale de la lutte des classes, vient se surajouter à la politique stalinienne comme un obstacle supplémentaire à la construction d'une direction marxiste de la lutte des masses dans ces contrées.

C'est oublier que les dirigeants du P.C.F., qui préconisent les « voies françaises vers le socialisme », aident en fait la bourgeoisie à liquider les positions ouvrières et à intégrer les syndicats ouvriers à l'Etat bourgeois, en participant aux organismes mis en place par De Gaulle, à cette fin, tout en disloquant, par leur stratégie de grèves tournantes et de mouvements fractionnés, le front unique de classe.

C'est oublier que les dirigeants chinois apportent un soutien aveugle aux bourgeoisies nationales dans les pays semi-coloniaux, allant même jusqu'à proposer le Front unique des « nations révolutionnaires » contre l'impérialisme américain, le P.C. chinois reprenant la thèse des théoriciens des « nations prolétaires » abandonne complètement le terrain de la lutte de classe internationale et le marxisme. La signification, en pratique, de cette politique, est apparue avec une clarté aveuglante en Indonésie, où le parti communiste indonésien, politiquement inféodé à Pékin, a imposé aux masses une politique de soutien du bourgeois « socialiste » Soekarno, permettant ainsi à la bourgeoisie indonésienne d'instaurer, avec l'appui de l'impérialisme, le régime de terreur blanche qui a massacré des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans. En préconisant, lui aussi, un « socialisme national » (construction du socialisme chinois dans les limites de la Chine), le P.C. chinois brise l'unité de la lutte de classe internationale et isole la Chine révolutionnaire du prolétariat mondial.

Au pacte de Moscou, signé par l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, et dont l'objectif, pour la caste bureaucratique du Kremlin, est de détourner sur

la Chine les convoitises de l'impérialisme américain, les révolutionnaires et le prolétariat mondial doivent opposer une politique de soutien inconditionnel de la révolution chinoise. Mais il ne saurait être question d'identifier les intérêts du prolétariat international (qui intègre toutes les positions arrachées par la lutte de classe, aussi bien dans les pays capitalistes qu'en Chine, en U.R.S.S., etc.) avec les prétendus intérêts nationaux des dirigeants du P.C.C. Les positions conquises par les masses en Chine ne pourront être valablement garanties que par le développement de la révolution. Si la révolution prolétarienne ne s'étend pas à l'échelle internationale, les positions ouvrières en Chine seront, inévitablement, remises en question par l'impérialisme.

Ce qui se passe, actuellement, au Viet-Nam, illustre complètement, avec la faillite de la politique de « coexistence pacifique », celle des dirigeants de tous les partis communistes, y compris la direction du P.C.C. En limitant leur soutien à une aide strictement militaire (dont la nécessité n'est évidemment pas en cause), l'U.R.S.S. et la Chine sont impuissants à freiner l'escalade de l'impérialisme américain. Envisagée uniquement sur le plan matériel (technique, militaire, etc.), la solidarité est vouée à l'échec : le potentiel industriel des Etats-Unis est largement supérieur à celui de l'U.R.S.S. et de la Chine réunies. Menacer, comme le font de temps à autre Moscou et Pékin, d'envoyer des volontaires au Viet-Nam, ne règle pas davantage la question, bien au contraire. L'impérialisme américain assisterait-il sans réagir à l'envoi de volontaires russes ou chinois ? Johnson et les magnats du capital financier ne décideraient-ils pas, alors, pour risposter, d'attaquer la Chine et l'U.R.S.S. ? Nous atteignons là la dimension véritable de la coexistence pacifique. Loin d'en écarter la menace, cette politique aboutit à rapprocher considérablement le déclenchement de la III^e guerre mondiale.

Quand Mao parle du « tigre de papier » que serait devenu l'impérialisme américain qui, armé jusqu'aux dents, met le Viet-Nam à feu et à sang, on voit où cela peut conduire. La guerre au Viet-Nam est une guerre révolutionnaire, un des secteurs de la lutte de classe internationale du prolétariat contre le capitalisme. Dans la guerre révolutionnaire du Viet-Nam se concentrent tous les problèmes du conflit mondial des forces de classes.

Elle obéit aux lois de la révolution, où les problèmes militaires sont subordonnés aux problèmes politiques, dont la solution exige le respect des principes dégagés de la lutte de classe du prolétariat — des principes du marxisme. Tous les mouvements de classe d'une certaine importance ont arraché aux exploiters concessions et conquêtes à partir du moment où l'ampleur de la lutte de classe a ouvert une crise sociale, où la domination de classe de la bourgeoisie était menacée. Tous les mouvements de classe ont échoué, ou leurs résultats ont été rapidement remis en question, lorsque, sous la pression des appareils dirigeants, la lutte de classe est restée confinée dans le cadre du respect de l'ordre bourgeois. La politique de « coexistence pacifique » à la chinoise comme à la russe, au nom de laquelle tous les P.C.S. se subordonnent à leurs propres bourgeoisies, aboutit, en interdisant au prolétariat international le recours aux méthodes de la lutte de classe, à isoler la guerre révolutionnaire du Viet-Nam, laissant l'héroïque peuple vietnamien face à face avec l'impérialisme américain. Qui ne comprend que l'extension de la crise révolutionnaire aux Indes ou au Japon représenterait une aide véritable, concrète, à la guerre révolutionnaire que mènent les ouvriers et les paysans du Viet-Nam ? Qui ne comprend que le développement de la lutte de classe, en France par exemple, constituerait une manifestation authentique de solidarité internationale, alors que le soutien qu'apportent

la Chine les convoitises de l'impérialisme américain, les révolutionnaires et le prolétariat mondial doivent opposer une politique de soutien inconditionnel de la révolution chinoise. Mais il ne saurait être question d'identifier les intérêts du prolétariat international (qui intègre toutes les positions arrachées par la lutte de classe, aussi bien dans les pays capitalistes qu'en Chine, en U.R.S.S., etc.) avec les prétendus intérêts nationaux des dirigeants du P.C.C. Les positions conquises par les masses en Chine ne pourront être valablement garanties que par le développement de la révolution. Si la révolution prolétarienne ne s'étend pas à l'échelle internationale, les positions ouvrières en Chine seront, inévitablement, remises en question par l'impérialisme.

Ce qui se passe, actuellement, au Viet-Nam, illustre complètement, avec la faillite de la politique de « coexistence pacifique », celle des dirigeants de tous les partis communistes, y compris la direction du P.C.C. En limitant leur soutien à une aide strictement militaire (dont la nécessité n'est évidemment pas en cause), l'U.R.S.S. et la Chine sont impuissants à freiner l'escalade de l'impérialisme américain. Envisagée uniquement sur le plan matériel (technique, militaire, etc.), la solidarité est vouée à l'échec : le potentiel industriel des Etats-Unis est largement supérieur à celui de l'U.R.S.S. et de la Chine réunies. Menacer, comme le font de temps à autre Moscou et Pékin, d'envoyer des volontaires au Viet-Nam, ne règle pas davantage la question, bien au contraire. L'impérialisme américain assisterait-il sans réagir à l'envoi de volontaires russes ou chinois ? Johnson et les magnats du capital financier ne décideraient-ils pas, alors, pour risposter, d'attaquer la Chine et l'U.R.S.S. ? Nous atteignons là la dimension véritable de la coexistence pacifique. Loin d'en écarter la menace, cette politique aboutit à rapprocher considérablement le déclenchement de la III^e guerre mondiale.

Quand Mao parle du « tigre de papier » que serait devenu l'impérialisme américain qui, armé jusqu'aux dents, met le Viet-Nam à feu et à sang, on voit où cela peut conduire. La guerre au Viet-Nam est une guerre révolutionnaire, un des secteurs de la lutte de classe internationale du prolétariat contre le capitalisme. Dans la guerre révolutionnaire du Viet-Nam se concentrent tous les problèmes du conflit mondial des forces de classes.

Elle obéit aux lois de la révolution, où les problèmes militaires sont subordonnés aux problèmes politiques, dont la solution exige le respect des principes dégagés de la lutte de classe du prolétariat — des principes du marxisme. Tous les mouvements de classe d'une certaine importance ont arraché aux exploiters concessions et conquêtes à partir du moment où l'ampleur de la lutte de classe a ouvert une crise sociale, où la domination de classe de la bourgeoisie était menacée. Tous les mouvements de classe ont échoué, ou leurs résultats ont été rapidement remis en question, lorsque, sous la pression des appareils dirigeants, la lutte de classe est restée confinée dans le cadre du respect de l'ordre bourgeois. La politique de « coexistence pacifique » à la chinoise comme à la russe, au nom de laquelle tous les P.C.S. se subordonnent à leurs propres bourgeoisies, aboutit, en interdisant au prolétariat international le recours aux méthodes de la lutte de classe, à isoler la guerre révolutionnaire du Viet-Nam, laissant l'héroïque peuple vietnamien face à face avec l'impérialisme américain. Qui ne comprend que l'extension de la crise révolutionnaire aux Indes ou au Japon représenterait une aide véritable, concrète, à la guerre révolutionnaire que mènent les ouvriers et les paysans du Viet-Nam ? Qui ne comprend que le développement de la lutte de classe, en France par exemple, constituerait une manifestation authentique de solidarité internationale, alors que le soutien qu'apportent

l'U.R.S.S., la Chine et le P.C.F. à De Gaulle, dont la politique internationale ne vise pas moins à maintenir l'exploitation capitaliste que celle de Washington, contribue à renforcer le régime capitaliste en France et par là même affaiblit les ouvriers et paysans vietnamiens face au capital financier américain? Que valent, contre les bombardiers américains, les pétitions et délégations envoyées aux ambassades américaines? Si la révolution russe a triomphé dans une dure guerre civile, c'est, certes, grâce aux victoires remportées par l'Armée Rouge, mais également et avant tout parce que la crise révolutionnaire en Autriche, en Hongrie, en Allemagne, menaçait la domination de classe de la bourgeoisie. Les appels à la révolution mondiale que le parti bolchévik de Lénine et Trotsky n'a cessé de lancer à partir de 1917 trouvèrent un écho si puissant, en Allemagne notamment, que les bourgeoisies durent, la mort dans l'âme, mettre fin à leur offensive militaire contre les bolchéviks, de crainte de voir le prolétariat instaurer la république allemande des soviets. A l'inverse, la guerre civile espagnole, en dépit de l'aide militaire de l'U.R.S.S. et de l'envoi de brigades internationales de volontaires, a été conduite à l'échec sous la direction de Staline par la politique des partis communistes (particulièrement du P.C.F., qui apporta son soutien total à la bourgeoisie) qui isola la révolution espagnole. Profitant de cet isolement, Hitler et Mussolini purent ainsi concentrer toutes leurs forces militaires contre les travailleurs espagnols, cependant que les impérialistes anglais, français et américain restaient « neutres », comme l'est aujourd'hui De Gaulle dans la guerre du Viet-Nam, contre le prolétariat espagnol.

La guerre révolutionnaire au Viet-Nam ne peut vaincre que par et dans l'extension de la lutte de classes du prolétariat international dans tous ses secteurs. Tout se résume à cette alternative : ou bien l'impérialisme américain, à la tête de la bourgeoisie mondiale, engagera la lutte pour liquider les conquêtes de la révolution prolétarienne mondiale en Chine d'abord, puis en Europe orientale et en U.R.S.S. même, allant des opérations militaires limitées et de l'exercice d'une pression croissante jusqu'à déclencher la troisième guerre mondiale avec toutes ses conséquences.

Ou bien la classe ouvrière mettra à profit la crise sociale qui va en s'approfondissant pour se donner les formes d'organisation nécessaires et engager la lutte pour le pouvoir, contraignant ainsi l'impérialisme américain à reculer tout d'abord, pour finalement abattre le capitalisme dans ses derniers retranchements.

Dans les « circonstances exceptionnelles » de la crise révolutionnaire issue de la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie mondiale a pu acheter, au prix de larges concessions, l'appui des directions petites-bourgeoises pour le maintien du capitalisme sur les deux tiers du globe ; celles-ci ont dû, cependant, aller « plus loin qu'elles ne le voulaient elles-mêmes » dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie, en Europe orientale et en Chine, cependant que l'appui qu'elles ne lui ménageaient pas dans le reste du monde lui a permis d'abord de sauver l'essentiel : le régime du profit dans ses bestions décisifs, et lui permet aujourd'hui de prendre l'offensive pour tenter de reconquérir tout ce qu'elle a dû céder.

Peut-on s'attendre à ce que, dans des conditions analogues, le capitalisme soit aboli sur le reste de la planète? A ce que la bourgeoisie cède sans combat ses bases vitales? A ce que les directions petites-bourgeoises s'attaquent aux fondements mêmes du régime du profit, qu'elles ne négligent rien pour préserver?

Non ! Rien ni personne n'émancipera les marxistes de la tâche difficile — la plus difficile qui soit — et importante — la plus importante qui soit — de construire le parti marxiste mondial, la Quatrième Internationale, sur la base du programme marxiste, le Programme de transition.

L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALE LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

Il y a déjà bien longtemps que, après la mort de Marx et d'Engels, la réaction a découvert à quel point il lui serait avantageux de mener la lutte contre le marxisme... au nom de Marx et du marxisme. Puis, sous l'égide du stalinisme, elle a mené la lutte contre le léninisme au nom de Lénine. Il n'y a rien d'étonnant à ce qu'aujourd'hui elle mène la lutte contre le marxisme de notre temps, contre le trotskysme, au nom de Trotsky et du trotskysme.

Trotsky a voulu, en 1938, fonder la Quatrième Internationale pour affirmer et matérialiser, face à la réaction, au nazisme, au stalinisme, au déchaînement de la barbarie sous toutes ses formes, la continuité de la tradition de l'internationalisme prolétarien. Aux adversaires de la constitution de la IV^e Internationale, il répliquait :

« La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la IV^e Internationale ! »

Le programme de la IV^e Internationale a été élaboré durant la première phase (1914-1939) de l'époque des guerres et des révolutions — notre époque. Il n'est que l'expression, sous la forme la plus générale et la plus concrète à la fois, des aspirations des masses exploitées. Il procède de la contradiction entre la crise objective insurmontable du capitalisme, et la politique des vieilles organisations ouvrières, réformistes et stalinienne, vouées à la défense de l'ordre bourgeois : « L'orientation des masses est déterminée, d'une part par les conditions objectives du capitalisme pourrissant ; de l'autre, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus fortes que tous les appareils bureaucratiques. » Le premier et le dernier mot du programme de la IV^e Internationale, c'est la IV^e Internationale elle-même, c'est l'appel à la construction du nouveau parti mondial de la révolution socialiste, clé de la crise historique de l'humanité.

Les grandes batailles de classe dont l'Europe et le monde ont été le théâtre en 1953-1956 sont venues apporter à l'analyse de Trotsky sa plus grande confirmation historique. Les prolétaires d'Allemagne orientale se soulevèrent contre la bureaucratie en juin 1953, les ouvriers français se dressèrent en masse, en août 1953, classe contre classe ; l'impérialisme français, battu à Dien-Bien-phu, vit s'élever contre lui la révolution algérienne. En 1955 et 1956, les jeunes, les travailleurs de France tentèrent de s'opposer à la politique de guerre totale en Algérie de la bourgeoisie

française, et de donner la main aux ouvriers et aux paysans algériens, cependant que l'Europe orientale tout entière s'ébranlait dans une lutte contre le régime bureaucratique qui culmina avec la révolution hongroise des conseils ouvriers. La lutte de classe démontrait dans les faits, par-delà tous les rideaux de fer, qu'elle est une réalité une à l'échelle mondiale, et qu'il n'y a pas trois mondes, ni deux, mais un seul. Les masses travailleuses étaient présentes au rendez-vous de l'histoire. Mais la IV^e Internationale fondée par Trotsky y faisait défaut.

Ce n'est pas le lieu d'examiner ici en détail comment le révisionnisme propagé par le secrétariat international des Pablo-Frank-Germain à partir de 1950-1951 s'est attaqué au Programme de transition. Les révisionnistes petits-bourgeois ont, pour l'essentiel, développé les mêmes positions à l'intérieur de la IV^e Internationale qu'à l'extérieur. Selon eux, notre programme — le programme marxiste — est dépassé, car nous sommes à l'époque du « néo-capitalisme », d'un capitalisme qui aurait démontré de nouvelles capacités de progrès ; au programme des revendications transitoires, dont chacune, même la plus minime, n'a de sens que comme une marche de l'escalier qui mène à la mobilisation des masses travailleuses dans la lutte révolutionnaire pour la destruction de l'Etat bourgeois, il convient de substituer un programme de « réformes de structure » qui n'est que celui du réformisme le plus éculé. Les révisionnistes nient l'unité mondiale de la lutte des classes ; ils opposent le « régime capitaliste », le « monde stalinien » et le « tiers-monde », à chacun desquels ils attribuent ses lois spécifiques. Ils voient dans la prétendue « révolution coloniale » la force motrice de l'histoire contemporaine. Ils ont annoncé tout d'abord que l'imminence de la III^e guerre mondiale contraignait la bureaucratie du Kremlin à mobiliser « pratiquement » les ouvriers dans la lutte pour le pouvoir, puis ils se sont ralliés au pacifisme petit-bourgeois « antiatomique » tout en proclamant derechef que l'appareil stalinien et même l'appareil réformiste, du fait des « conditions nouvelles » où ils se trouvaient placés, ne pouvaient plus évoluer que vers la gauche, cependant que le régime bureaucratique russe se transformait graduellement, sous la direction du Kremlin, en démocratie socialiste. L'essentiel, pour ces « marxistes » sui generis, est de se débarrasser de la tâche, trop lourde pour leurs épaules, de la construction de la nouvelle direction révolutionnaire, en soutenant qu'elle n'est plus nécessaire, ou que d'autres l'accomplissent ; ils ont élu successivement ou simultanément, pour cette mission, Tito, Mao-Tsé-toung, Sekou Touré, Fidel Castro et bien d'autres « marxistes naturels », ne rougissant même pas d'annoncer récemment à l'univers ébahi que l'O.L.A.S. de Castro avait « dépassé la révolution d'Octobre ».

Le prolétariat ne peut s'attaquer au vieux monde qu'avec les matériaux du vieux monde. L'organisation marxiste révolutionnaire est à la fois l'instrument du combat du prolétariat et l'enjeu, le champ de bataille de la lutte des classes, d'une lutte incessante entre le marxisme et l'expression idéologique de la pression des forces de classe ennemies en son sein, le révisionnisme. Moins de quatre ans après sa fondation, la première organisation marxiste de l'histoire, la Ligue communiste elle-même, fondée en septembre 1847 par Marx et Engels, était en proie à une violente lutte de fractions. La I^{re}, la II^e, la III^e Internationales n'ont pas connu un développement différent. Le parti bolchévick s'est forgé pour la victoire d'Octobre à travers de tels conflits ; il a succombé finalement sous les coups du révisionnisme stalinien. Dix ans après le coup terrible que fut pour l'avant-garde l'assassinat de Léon Trotsky, le Secrétariat International Pablo-Germain-Frank est passé dans le camp du révisionnisme, et est parvenu à liquider l'organisation qu'il avait fondée.

Que les sceptiques, que tous ceux qui ont besoin d'un prétexte pour fuir le combat, en tirent argument ! Ils montrent simplement par là leur ignorance de l'histoire du mouvement ouvrier et de son avant-garde. Les lois de l'histoire sont plus fortes que toutes les idéologies révisionnistes ! A chaque étape, les marxistes, forts de leur programme, de leur analyse scientifique de la société capitaliste, se sont dressés contre le révisionnisme. Et il en a été de même dans les rangs de la Quatrième Internationale. Le premier objectif que s'était assigné le S.I. révisionniste était, en 1951-1952, la destruction de la section française. C'est pourquoi l'honneur d'engager le combat contre les liquidateurs de la IV^e Internationale est échu aux troskystes français. Puis la lutte s'est étendue à l'échelle internationale, et a abouti, à partir d'octobre 1953, à opposer au centre liquidateur, au S.I. révisionnistes, un centre reconstituteur du mouvement trotskyste, le Comité International de la IV^e Internationale, dont l'O.C.I. est la section française.

C'est sur le fondement indestructible du programme marxiste, le programme de la IV^e Internationale élaboré par Léon Trotsky, que les trotskystes mènent la lutte pour reconstruire la IV^e Internationale, pour construire le Parti mondial de la révolution. L'O.C.I., par sa théorie et sa pratique, par toute son activité, exprime la continuité de la IV^e Internationale fondée par Léon Trotsky.

L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE COMBAT POUR LE PROGRAMME DE DÉFENSE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Pour survivre, face à la concurrence internationale, tant sur le marché mondial que dans le cadre du Marché commun, où l'échéance de la suppression des barrières douanières est toute proche, le grand capital français a engagé une offensive générale, non seulement contre les positions acquises par la classe ouvrière, mais contre les petits paysans, les petits commerçants, les cadres inférieurs et moyens, des couches extrêmement larges de la petite bourgeoisie, la masse de la jeunesse, ouvriers, apprentis, lycéens, étudiants. Pour l'immense majorité de la population française, il n'y a d'issue et d'espoir que dans le combat contre le capital et l'Etat policier qui l'incarne. Si la classe ouvrière lui montre la voie de ce combat, elle se ralliera autour de son drapeau.

C'est pourquoi l'O.C.I., notamment à l'occasion des dernières élections législatives, a défini les éléments du programme sur la base duquel les masses travailleuses, qui n'acceptent pas de faire les frais de la décadence du régime capitaliste, peuvent se regrouper et combattre :

- *Un salaire qui permette à tous, jeunes et vieux, de vivre décemment !*
- *Prime de vie chère mensuelle de 20 000 A.F., égale pour tous !*
- *A travail égal, salaire égal ! A bas la différenciation de salaire selon le sexe, l'âge, la région, la nationalité !*
- *Droits égaux pour les travailleurs immigrés !*
- *Pas d'atteinte à la Sécurité sociale, aux régimes spéciaux de maladie et de retraites, aux mutuelles ! Unification des régimes de retraites*

et de maladie sur les régimes les plus favorables ! Les cotisations doivent être à la charge exclusive du patronat et de son Etat. Les caisses doivent être gérées par les délégués élus des travailleurs.

La bourgeoisie organise la déchéance de la jeunesse, le démantèlement de l'université, l'abaissement de l'école publique, la domestication du corps enseignant. Il faut répondre en exigeant :

Scolarisation réelle et égale pour tous jusqu'à 18 ans. Une seule filière, l'enseignement secondaire, de la Sixième en Terminale.

A bas le plan Fouchet, la loi sur la formation professionnelle, le contrôle du corps enseignant par les préfets, le statut des directeurs d'école primaire ! A bas les lois Barangé et Debré !

Une seule école, l'école publique !

Socialisation de l'enseignement ! Gestion des écoles et des lycées par des conseils élus de représentants des syndicats ouvriers, des enseignants et des parents d'élèves ! Gestion des universités par des conseils élus de représentants des syndicats ouvriers, des étudiants et des enseignants ! Ouvrons largement les universités à la jeunesse ! Allocation d'études correspondant au salaire minimum !

L'Etat gaulliste renforce chaque jour ses forces de répression anti-ouvrière. Il n'est possible de défendre réellement les libertés démocratiques qu'avec un programme qui mette en cause les structures de l'Etat bourgeois :

Dissolution du corps préfectoral ! Dissolution des polices d'Etat, des C.R.S., de la gendarmerie, des organismes de défense en surface, de tous les corps qui assurent l'ordre du capital contre le peuple !

Auto-administration des communes et des départements ! Election des juges ! Election de tous les fonctionnaires d'autorité ! Milice populaire pour assurer l'ordre du peuple contre le capital !

Droits syndicaux et politiques à l'armée ! Election démocratique de délégués des soldats sous le contrôle des syndicats ouvriers !

POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER

Ce programme ne peut être réalisé que par une mobilisation générale des travailleurs et des jeunes contre le patronat et son Etat. Les travailleurs sont las des grèves tournantes désastreuses, des grèves par corporations et par régions sur les objectifs généraux, des grèves de 24 heures sans perspectives ni résultats, des « journées d'action » où la diversification des actions, soigneusement organisée par les dirigeants, interdit aux travailleurs d'unir leurs forces contre l'ennemi commun.

Les travailleurs doivent décider eux-mêmes !

Il faut imposer aux dirigeants ouvriers la convocation dans toutes les entreprises d'*assemblées ouvrières démocratiques* où les travailleurs décideront eux-mêmes des objectifs et des formes de leurs luttes ; la convocation, par branche d'industrie, des *conférences ouvrières démocratiques* où les délégués élus des travailleurs de toutes tendances élaboreront la riposte à l'offensive du capital !

Les délégués de toutes les couches de la jeunesse, apprentis, étudiants, ouvriers, doivent se réunir en *Conférence nationale de la jeunesse* pour organiser la lutte contre la déchéance, le chômage, l'inculture, la misère qui les menace !

Les centrales syndicales ouvrières, C.G.T., F.E.N., C.G.T. - F.O., ont les moyens de mobiliser dans un front uni en une bataille commune les travailleurs et la jeunesse. Mais, dans leurs directions, s'expriment des intérêts étrangers à ceux des travailleurs. Et, chacune de son côté, ces directions collaborent avec l'Etat gaulliste, participent aux organismes mis en place pour l'intégration des syndicats à l'Etat.

Il faut *rompre avec la bourgeoisie* ! C'est dans cette voie seulement qu'est possible la défense des syndicats, en tant qu'organismes où les travailleurs de toute tendance peuvent se rassembler pour la défense de leurs intérêts de classe, contre l'Etat !

C'est en donnant aux travailleurs la possibilité de décider eux-mêmes que la rupture avec la bourgeoisie et la réalisation du *Front unique de classe* pourront être imposées !

Le Front unique regroupera syndicats et partis ouvriers dans une lutte commune, classe contre classe. Son expression la plus haute, ce sera les *comités ouvriers*, organisés sur la base de l'atelier, de l'usine, du chantier, du bureau, fédérés localement, régionalement et nationalement, rassemblant les délégués de tous les travailleurs. Il dressera, face à la puissance organisée et centralisée de l'Etat bourgeois, la puissance organisée et centralisée de la classe ouvrière, derrière laquelle se regrouperont les paysans, les petits commerçants, les cadres, toutes les couches petites-bourgeoises menacées dans leurs conditions d'existence par le capital financier.

A l'Etat policier du capital, le prolétariat, mobilisé classe contre classe, opposera le mot d'ordre du groupe du gouvernement du *front unique ouvrier*, gouvernement des organisations qui auront impulsé, organisé l'action unie des masses. Ce gouvernement, fonctionnant sous le contrôle actif et vigilant des millions de travailleurs en lutte, instaurera le contrôle ouvrier sur la production, nationalisera sans indemnité ni rachat les moyens de production, expropriera le capital, démantèlera l'énorme appareil bureaucratique, parasitaire, de l'Etat bourgeois, fraiera le chemin au *pouvoir des Conseils ouvriers*, à la dictature de la classe ouvrière.

POUR UNE VÉRITABLE LUTTE CONTRE LA GUERRE

La politique extérieure n'est que la continuation de la politique intérieure par d'autres moyens. Il n'est de lutte véritable contre la guerre impérialiste que dans la mobilisation des travailleurs dans chaque pays contre leur ennemi principal : leur propre bourgeoisie. On ne peut pas plus s'appuyer sur l'impérialisme américain contre De Gaulle comme le suggèrent certains « démocrates » de la F.G.D.S., que sur De Gaulle contre l'impérialisme américain, comme le veulent les bureaucrates staliniens. Tous les Etats capitalistes sont solidaires contre les travailleurs, tous collaborent au maintien de l'ordre capitaliste, du régime du profit, du régime qui mène au Vietnam une guerre d'extermination et conduit inéluctablement à la troisième guerre mondiale.

C'est pourquoi la lutte contre la guerre, c'est, en France au premier chef, la lutte pour le programme ouvrier de défense, pour les conférences ouvrières démocratiques, pour la conférence nationale des jeunes apprentis, ouvriers, étudiants, pour le Front unique ouvrier, pour le renversement du pouvoir bourgeois.

L'interdépendance des divers Etats capitalistes, comme des régimes bureaucratiques de l'Est, n'a jamais été aussi poussée. Tout développement de la lutte des classes, toute modification du rapport des forces entre les classes dans n'importe quel pays, réagit immédiatement sur l'ensemble.

Ce qui est vrai pour le monde entier est deux et trois fois vrai pour l'Europe occidentale, où la bourgeoisie, placée devant des problèmes fondamentalement les mêmes, y répond par la même offensive contre les positions acquises par la classe ouvrière et de larges couches de la petite bourgeoisie, s'attaque aux libertés démocratiques, prétend enchaîner les organisations ouvrières au char de l'Etat capitaliste. Face à la crise du capitalisme anglais, la politique du gouvernement Wilson s'apparente étroitement à celle du régime gaulliste. Et les travailleurs anglais se trouvent devant les mêmes problèmes fondamentaux que les travailleurs français. L'expérience des luttes des uns peut nourrir la lutte des autres.

Cependant, en Allemagne occidentale également, le capitalisme est dans l'impasse. La social-démocratie a beau participer au gouvernement du capital, la crise s'approfondit. La classe ouvrière allemande, encore traumatisée par l'effroyable saignée que lui a infligée le nazisme et par les lendemains de la guerre où bureaucrates du Kremlin et impérialisme alliés s'entendirent pour rejeter sur elle la responsabilité de l'hitlérisme, et lui faire payer ainsi les frais de la remise en selle du capital financier, se dressera-t-elle de toute sa hauteur, mettant fin à la division de l'Allemagne, sonnante le glas du capitalisme européen et du régime bureaucratique à l'Est? Les travailleurs français ne doivent rien négliger pour que ce soit le cas.

Que De Gaulle parvienne à infliger une nouvelle défaite ouvrière au prolétariat français, à détruire ou à phagocyter ses organisations, et le prolétariat européen tout entier risque d'être battu. Qu'au contraire les travailleurs français reprennent l'initiative dans la lutte de classe, qu'ils imposent aux dirigeants des organisations traditionnelles la réalisation du Front Unique, qu'ils engagent le combat contre le pouvoir bourgeois, et la bourgeoisie en Europe occidentale, la bureaucratie en Europe orientale et en U.R.S.S. même seront au bord de l'abîme. L'heure sonnera de la construction de la seule Europe unie que l'histoire ait inscrite à son ordre du jour :

Les *Etats-Unis socialistes d'Europe, l'Europe des Conseils Ouvriers*, tremplin de la lutte pour la *Fédération socialiste mondiale*.

**L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALE
LUTTE POUR LA CONSTRUCTION
DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE
SECTION FRANÇAISE DE LA IV^e INTERNATIONALE**

« *L'édification de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV^e Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition.* »
L'activité militante des trotskystes sous toutes ses formes, se résume et

se concentre dans cette tâche suprême : la construction du parti marxiste, de la nouvelle direction révolutionnaire, clé de la victoire finale de la révolution prolétarienne. Le programme de ce parti ne peut être, répétons-le encore une fois, que le programme du marxisme, le programme de la IV^e Internationale.

Les militants révolutionnaires doivent aujourd'hui accomplir en France cette tâche dans des conditions spécifiques. La quasi totalité des militants qui encadrent la classe ouvrière dans ses luttes demeurent encore sous le contrôle des organisations traditionnelles, réformistes et surtout stalinienne. Dans le même temps, au moment où le capital est obligé, pour la survie de son régime, de s'attaquer à toutes les conquêtes passées de la classe ouvrière, à ses libertés et à l'autonomie de ses organisations, la politique de défense de l'ordre bourgeois à laquelle restent fidèles les dirigeants de ces organisations traditionnelles, les fait entrer de plus en plus ouvertement en conflit avec les aspirations et les besoins même les plus élémentaires des travailleurs. Il en résulte une crise chronique, qui place les militants ouvriers politiques et syndicaux dans une situation contradictoire.

D'une part, les mots d'ordre et la politique des trotskystes trouvent un large écho dans la classe ouvrière, dans la jeunesse et dans l'avant-garde ; des couches importantes parmi les cadres organisateurs de la classe ouvrière manifestent leur accord à ces mots d'ordre, même s'ils n'ont aucun lien organisé avec l'O.C.I., voire ignorent son existence, parce que ces mots d'ordre correspondent aux besoins objectifs de la lutte de classe du prolétariat.

D'autre part, ces militants, dans leur majorité, ne sont pas prêts à rejoindre, dans l'immédiat, les rangs de l'O.C.I., parce qu'ils ne comprennent pas qu'il leur serait possible de développer leur activité de militants ouvriers en dehors des organisations traditionnelles, avant tout du Parti Communiste Français, même lorsqu'ils sont conscients, à des degrés divers, que la politique de ces organisations ne correspond pas aux intérêts de leur classe. Cependant, du fait de la politique contre-révolutionnaire de leurs dirigeants, il leur devient de plus en plus difficile de garder le sentiment d'agir, dans le cadre de ces organisations, en conformité avec les aspirations des travailleurs. Ils sont ainsi plongés dans une crise de conscience qui va en s'aggravant.

Dans ces conditions, les trotskystes, en même temps qu'ils démontrent, par le caractère exemplaire de leur activité, qu'il est effectivement possible de rester fidèle à notre classe, à la classe ouvrière, en dehors des rangs du P.C.F., et que c'est même la seule possibilité, estiment indispensable de promouvoir les modalités organisationnelles les plus souples au regroupement révolutionnaire de l'avant-garde. Ils militent pour la constitution, à chaque étape, de la lutte des classes, d'organismes regroupant, pour la lutte au coude à coude sur des mots d'ordre et des objectifs communs, les trotskystes avec ces militants d'avant-garde qui, tout en étant convaincus de la justesse des mots d'ordre et des objectifs définis par les trotskystes, ne sont pas prêts à en tirer dans l'immédiat toutes les conséquences.

Conscients que la crise des organisations traditionnelles dégagera, à divers stades de son développement, des courants et groupes de militants qui cherchent une issue politique, et résolus à offrir à ces militants toutes les possibilités de se convaincre par l'expérience de la lutte en commun de la justesse du programme de la IV^e Internationale, les trotskystes ouvrent la perspective de construire, avec ces militants,

une *Ligue ouvrière révolutionnaire*, comme une étape sur la voie de la construction du Parti révolutionnaire.

Comme l'a souligné la conférence nationale tenue par l'O.C.I. en juillet 1967, la perspective de la Ligue ouvrière révolutionnaire :

a) Procède de ce que le programme de l'O.C.I. est l'expression politique organisée, est le seul à répondre aux exigences de la crise historique de l'humanité, mais de ce que les cadres organisateurs de la classe ouvrière française ne sont pas, dans l'immédiat, en situation de rejoindre ses rangs.

b) Ouvre à ces militants une issue organisationnelle pour résoudre la contradiction dans laquelle ils se trouvent placés, entre leur fidélité déclinante mais réelle, à leurs organisations, et leur fidélité à leur classe.

c) Pose le problème de la construction du parti révolutionnaire, non comme une catégorie abstraite, figée, mais comme relevant du caractère transitoire de la lutte des classes à notre époque ; elle prend l'avant-garde militante telle qu'elle est actuellement, et lui ouvre la perspective de la construction du parti révolutionnaire comme une tâche étroitement liée aux exigences de la lutte des classes, et à l'intervention dans cette lutte.

Dans le même temps, les trotskystes soulignent que tout pas en avant dans la voie de la construction du parti révolutionnaire, tout pas en avant dans la voie de la reconstruction de la IV^e Internationale, tout pas en avant vers la conquête du pouvoir par la classe ouvrière en France et dans le monde entier, tout pas en avant vers la destruction révolutionnaire du régime capitaliste, tout pas en avant vers la société socialiste sans classes passe par le renforcement de l'O.C.I.

Travailleur ! Travailleuse ! Jeune !

Rejoins les rangs de l'Organisation Communiste Internationaliste (pour la construction de la IV^e Internationale) !

Décembre 1967.

LES STATUTS
DE
L' O. C. I.

STATUTS DE L'ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(adoptés par son dernier Congrès - Janvier 1968)

PRÉAMBULE

L'Organisation Communiste Internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale) *fonde toute son activité sur le programme de fondation de la IV^e Internationale, le programme de transition. Elle est l'expression organisée en France du combat international du trotskysme pour la construction d'une direction révolutionnaire du prolétariat mondial.*

L'O.C.I. est la section française de la IV^e Internationale : elle lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale et pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat français. Ses tâches nationales et internationales sont indissolublement liées : la lutte pour la construction du parti révolutionnaire dans ce pays est une tâche internationale ; réciproquement, la lutte pour la reconstruction de la IV^e Internationale est une dimension indispensable de la construction des partis révolutionnaires dans tous les pays.

L'O.C.I. exprime la continuité de la lutte des marxistes pour le parti révolutionnaire telle qu'elle s'est exprimée dans la 1^{re}, 2^e et 3^e Internationales, dans la lutte pour la IV^e Internationale : elle continue directement la lutte du parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale, dont la majorité a pris l'initiative, à l'échelle nationale et internationale, de la lutte contre le révisionnisme liquidateur « pabliste ».

Basant son activité sur le programme de transition, l'O.C.I. fonde ses règles d'organisation sur les principes du centralisme démocratique qui sont une expression du marxisme et qui constituent l'un des acquis de la lutte des classes, vérifiés par des décennies de combat et réaffirmés dans le programme de la IV^e Internationale.

L'organisation révolutionnaire est un foyer où convergent toutes les contradictions de la société de classe, qui tout en fournissant bases objectives de la construction de cette organisation tendent en même temps à sa désintégration pratique et théorique. Sans une centralisation politique sans faille, fondée sur le programme, sans une centralisation d'organisation rigoureuse, elle se désintégrerait. L'indispensable centralisation d'une organisation communiste exige de ses membres une discipline complète.

Cette discipline a pour fondements la conscience politique, c'est-à-dire l'assimilation pratique et théorique du programme, la capacité à l'appliquer

dans la lutte des classes. La discipline est reliée à l'éducation révolutionnaire qui exige la libre discussion, la confrontation sur la base des enseignements de la lutte elle-même. La démocratie intérieure est, en ce sens, une condition indispensable du centralisme. Inversement, seul le centralisme permet une démocratie effective en ramenant tous les problèmes à ceux de la construction de l'organisation révolutionnaire, en conduisant toutes les discussions à des conclusions — c'est-à-dire à des décisions — dont tous les membres de l'organisation sont partie prenante.

Le centralisme démocratique exprime les nécessités et l'expérience de la lutte des classes internationales du prolétariat. Le centralisme, c'est l'affirmation, dans les méthodes de construction de l'organisation révolutionnaire, de ce que la lutte a enseigné aux travailleurs :

« Le prolétariat n'a d'autre arme dans sa lutte pour le pouvoir que l'organisation. » (Lénine. « Un pas en avant, deux pas en arrière. »)

La démocratie exprime, au même titre, une nécessité qui découle de l'expérience historique du prolétariat : elle est un élément indispensable de l'élévation du niveau d'organisation et de conscience du prolétariat et donc de la construction du parti révolutionnaire.

L'application des principes du centralisme démocratique passe par des mesures d'organisation qui ne sauraient être identiques à chaque étape du développement de l'organisation et qui dépendent de l'état de l'organisation, de la situation dans la lutte des classes, de la forme de domination de classe de la bourgeoisie, de ses rapports avec la classe ouvrière, de ses tâches. Mais ces principes s'incarnent dans les formes d'organisation fondamentales d'une organisation communiste qu'il s'agit, à chaque étape, de préserver et de renforcer.

STATUTS

I

L'O.C.I. est une association volontaire de militants ouvriers rassemblés sur la base du programme de transition de la IV^e Internationale. Elle lutte pour la construction du parti révolutionnaire du prolétariat français et pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

II

1^o Est membre de l'O.C.I. celui qui participe régulièrement à un organisme de base (cellule) de l'organisation, qui défend dans son activité publique le programme de l'O.C.I. et la ligne définie par son congrès ou qui accomplit les tâches qui lui sont dévolues par l'organisation, qui assure une activité régulière et disciplinée pour la construction de l'O.C.I. et paie les cotisations qui lui sont fixées.

2^o La qualité de membre de l'O.C.I. s'acquiert par cooptation.

III

Les organismes essentiels de l'organisation sont le congrès, la direction nationale (Comité Central), les cellules.

IV. — *Le congrès*

1^o Le congrès est l'instance suprême de l'organisation. Il est l'organisation comme il en est la direction. Le Comité Central est dissous à l'ouverture du congrès.

2^o Le congrès décide souverainement de son ordre du jour et organise à son gré ses travaux. Le comité central sortant lui soumet des propositions d'ordre du jour.

3^o Le congrès définit souverainement la ligne politique de l'organisation par l'adoption de documents politiques.

4^o Le congrès élit le comité central de l'organisation. Il décide souverainement des modalités de cette élection, des conditions requises

des militants de l'organisation pour faire acte de candidature, du nombre de membres du C.C.

5° Le congrès est composé de délégués qui ont seuls droit au vote, élus directement ou indirectement par les cellules. Les membres du C.C. sortant qui ne sont pas délégués participent de plein droit au congrès avec voix consultative, ainsi que les membres de la commission de contrôle.

Les délégués sont élus sur la base de documents politiques et résolutions présentés au congrès et sur lesquels un vote a lieu dans les cellules.

6° En aucun cas les délégués ne peuvent avoir de mandat impératif. En dehors du congrès lui-même, les délégués ne sont responsables de leur mandat de délégué que devant l'instance qui les a élus.

7° Le congrès est convoqué annuellement.

8° Le congrès se réunit sur convocation du Comité Central qui en fixe la date, dans les limites déterminées par le point 7 des statuts, lui propose un ordre du jour et déclare ouverte la discussion en vue du congrès dans l'organisation sur la base des textes qu'il soumet à la discussion. La date du congrès est fixée au moins trois mois avant son ouverture.

9° Pendant la période de discussion préparatoire au congrès, le bulletin intérieur de l'organisation doit publier tous les documents ou résolutions émanant de militants ou d'organismes de l'organisation.

10° Le Comité Central a le pouvoir, à la majorité simple, de convoquer un congrès extraordinaire. Un militant, une cellule ont le droit de demander un tel congrès. La publication de cette demande, dans un délai de quinze jours, dans le bulletin intérieur est une obligation pour la direction nationale. La tenue d'un congrès extraordinaire est obligatoire si cette demande est approuvée par un tiers des cellules composant l'organisation.

11° Le Comité Central a le pouvoir, à la majorité simple, de convoquer une Conférence Nationale dont il fixe l'ordre du jour.

12° Les délégués aux C.N. sont élus selon les mêmes règles que les délégués au Congrès.

La C.N. décide souverainement de l'orientation politique sur la ou les questions figurant à son ordre du jour.

La C.N. n'a pas pouvoir d'inscrire à son ordre du jour d'autres questions que celles décidées par le Comité Central.

La C.N. n'a pas pouvoir d'élire ou de modifier la direction élue par le Congrès.

V. — *Le Comité Central*

1° Le Comité Central est l'expression centralisée de la totalité de l'organisation. Elle est une délégation du congrès et dispose, dans le cadre des décisions du congrès, de tous ses pouvoirs.

2° Entre deux congrès, c'est donc le Comité Central qui a charge de mettre en pratique l'orientation définie par le congrès. Dans l'accomplissement de cette tâche dont il rendra compte au prochain congrès et dans le respect des présents statuts, le Comité Central prend toutes les décisions politiques et d'organisation qui lui paraissent nécessaires. Ces décisions sont la traduction concrète de l'orientation du congrès et ont force de loi pour toute l'organisation.

3° Expression suprême du caractère politiquement centralisé de l'organisation, le Comité Central l'emporte sur tous les autres organismes

de l'organisation. En cas de conflit, c'est toujours la position du Comité Central qui a valeur de décision.

4° Le Comité Central organise à son gré son travail. Il peut créer, pour les besoins du fonctionnement de l'organisation, des organismes qu'il estime nécessaires à l'application de la politique qu'il définit. Ces organismes sont directement placés sous son contrôle. Le Comité Central contrôle toutes les publications extérieures et intérieures de l'organisation et désigne leurs comités de rédaction sous la responsabilité de l'un de ses membres, ainsi que la participation de tout membre de l'organisation à une publication quelconque.

5° Le Comité Central peut déléguer ses pouvoirs, entre deux de ses sessions, à un organisme et à un seul, qu'il désigne en son sein.

6° C'est au Comité Central que revient la charge d'organiser et d'impulser la discussion politique dans l'organisation.

7° Le Comité Central a le droit de cooptation.

8° Le Comité Central a pouvoir de sanction, y compris d'exclusion.

VI. — *Les cellules*

1° Chaque membre de l'organisation est affecté à une cellule. C'est la cellule qui organise et contrôle son militantisme. Organisme de base de l'organisation, la cellule est l'instrument essentiel de mise en pratique des décisions du congrès, de construction de l'organisation. Unité de travail, d'intervention dans la lutte des classes, associant et contrôlant l'activité des militants dans leur milieu, elle exprime la centralisation de l'organisation. Unité de discussion, elle est à la base de l'élaboration et de la vie politique de l'organisation.

2° En ce sens, les cellules expriment la totalité de l'organisation à travers l'application des décisions et de l'orientation du congrès, des décisions de la direction nationale, par les initiatives qu'elles prennent pour traduire cette orientation et ces décisions. Elles l'expriment par le fait que ce sont elles qui prennent position à l'occasion du congrès, par les documents et résolutions présentés, et qui désignent directement ou indirectement les délégués au congrès.

3° Les cellules sont des organismes politiques majeurs, ayant pouvoir de décision et de prise de position sur l'orientation politique du moment dans tous les domaines de l'activité de l'organisation, sans que pour autant elles puissent contrecarrer l'application de la politique définie par le congrès et par la direction nationale. Les cellules sont subordonnées aux décisions du C.C. comme ce dernier l'est aux décisions du congrès.

4° Les cellules ont pouvoir de sanctions. Celles-ci doivent être soumises au Comité Central.

VII. — *Bulletin intérieur*

1° Le C.C. a la charge d'éditer un bulletin intérieur destiné à assurer les conditions d'une expression politique totale à tous les militants à l'échelle de toute l'organisation.

2° Le Comité Central, les cellules en tant que telles, les militants peuvent s'exprimer dans le bulletin intérieur.

VIII. — Droit de tendance - Droit de fraction

1° L'O.C.I. reconnaît le droit de tendance, c'est-à-dire le droit pour des militants de l'organisation de se regrouper sur la base d'une orientation politique ouvertement défendue au sein de l'organisation, droit qui se situe dans le cadre de l'action centralisée de l'organisation.

2° Une tendance ne peut se constituer que sur la base d'un document présenté à un congrès ou adressé à la direction nationale et publié dans le bulletin intérieur : l'O.C.I. condamne formellement les cliques.

3° Le droit de tendance s'exprime par la possibilité d'expression d'une — ou de plusieurs — tendance minoritaire dans les réunions intérieures de l'organisation et par leur représentation proportionnelle à la direction nationale.

Au cas où plus de deux tendances se manifesteraient dans l'organisation, la tendance ayant la majorité relative serait représentée à la majorité absolue à la direction nationale.

4° La discussion et la lutte politiques au sein de l'organisation peuvent aboutir à la constitution de fractions lorsque les membres d'une tendance estiment que les divergences touchent aux principes mêmes du programme.

La fraction se distingue de la tendance en ce qu'elle tend à instaurer une discipline en son sein, par exemple une discipline générale de vote.

La reconnaissance du droit de fraction se légitime par l'ultime tentative de préserver l'unité de l'organisation à travers une clarification complète des divergences sans qu'on puisse opposer au développement de la discussion des mesures d'organisation. En tout état de cause, la fraction doit être proclamée publiquement dans l'organisation sur la base de documents politiques.

Le droit de fraction se situe dans le cadre d'une organisation basée sur les principes du centralisme démocratique et ne peut remettre en cause les décisions du congrès et du Comité Central.

IX. — Sanctions

1° La non-application, dans l'activité extérieure et intérieure de l'organisation, des principes du centralisme démocratique sur lesquels sont basés les présents statuts, entraîne des sanctions qui doivent toujours être politiquement fondées.

2° Ces sanctions sont : le blâme, la suspension, la radiation, l'exclusion.

Le *blâme* constitue une caractérisation politique d'actes contraires à la discipline communiste.

La *mesure de suspension* signifie que l'organisation ne peut accepter en fonction même du centralisme démocratique, qu'un militant qui remet en cause ces principes puisse bénéficier des droits du militant. Le militant frappé de cette sanction reste membre de l'organisation. Il est placé sous le contrôle du Comité Central. Le délai de suspension ne saurait excéder un an.

La *radiation* a comme signification que le militant frappé par cette mesure n'est pas à même — quels qu'en soient les motifs — d'assurer les responsabilités de membre de l'O.C.I., sans que pour autant il devienne un adversaire de l'organisation.

L'*exclusion* est une mesure politique qui caractérise celui qui en est frappé comme un ennemi de l'organisation.

3° Le congrès, le C.C. et les cellules ont, seuls, le droit de sanction.

4° Toute sanction peut faire l'objet d'un appel devant la cellule, le Comité Central, le congrès et d'une demande d'investigation de la commission de contrôle.

X. — *Commission de contrôle*

1° Le congrès élit une Commission de contrôle.

2° Il y a incompatibilité entre l'appartenance à la Commission de contrôle et l'appartenance au Comité Central.

3° La Commission de contrôle est garante de l'application du centralisme démocratique par tous les organismes, y compris le Comité Central. Elue par le congrès, elle rend compte de son activité devant le congrès suivant.

4° Tout membre de l'organisation peut s'adresser à la Commission de contrôle, soit pour lui demander d'intervenir dans un cas de non-application des principes du centralisme démocratique par un militant ou un organisme, soit pour faire appel d'une sanction.

5° Par rapport aux cas dont elle est saisie, la Commission de contrôle se prononce sur la matérialité des faits et le respect des principes du centralisme démocratique.

6° La Commission de contrôle n'est pas une cour de jugement. Ses pouvoirs d'investigation sont illimités et tout militant doit se rendre à ses convocations, mais elle n'a pas pouvoir de décision.

7° La Commission de contrôle soumet ses conclusions au Comité Central. En aucun cas, ces conclusions ne suspendent l'application d'une sanction ou ne remettent en cause une décision du Comité Central.

8° Dans le cas où les conclusions de la Commission de contrôle s'opposeraient à celles du Comité Central, la question serait tranchée au congrès sur la base de deux rapports, l'un de la Commission de contrôle, l'autre du Comité Central portés à la connaissance de l'organisation.

9° La Commission de contrôle participe aux réunions du Comité Central avec voix consultative.

XI. — *Révision des statuts*

Les présents statuts ne peuvent être révisés que par un congrès.

LÉON TROTSKY

LE PROGRAMME DE TRANSITION

*(L'agonie du capitalisme et les tâches
de la IV^e Internationale)*

Edité par LA VÉRITÉ

Prix : 2 Francs

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

BULLETIN DU COMITÉ INTERNATIONAL
DE LA IV^e INTERNATIONALE

ABONNEMENTS

Le numéro	1 Franc
10 numéros (1 an)	8 Francs
Soutien	10 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Abonnement annuel, couplé avec "LA VÉRITÉ"	18 Francs
Couplé, pli clos	25 Francs

A régler au C.C.P. de Gérard Bloch :
Paris 606-23

Rédaction - Administration :
39, rue du Faubourg-du-Temple
PARIS (10^e)

LA VÉRITÉ

ABONNEMENTS :

1 an (5 numéros)	12 Francs
Sous pli clos	15 Francs
Etranger	14 Francs
Le numéro	3 Francs
Abonnement de soutien	15 et 20 Francs

C.C.P. : Gérard Bloch Paris 606-23



